le BIMSA

LE BULLETIN D'INFORMATION DE LA MSA | NOVEMBRE 2021

217

DOSSIER

Journées nationales MSA 2021

À la reconquête de la souveraineté alimentaire

P. 15

TERRITOIRES

Doubs

Bien manger sans gaspiller

P. 08

ENJEUX

Agissons pour la ruralité

Partage d'idées

P. 12

RENCONTRES

J'aime ma terre

Minichargeur, macrolophus et œuf géant

P. 26

Mensuel/ N° 217 - Novembre 2021

édito

MSA, assembleur de solutions en territoire

Le régime agricole conforte son ancrage et son rôle d'opérateur de premier plan sur les territoires. La richesse de la rentrée institutionnelle 2021 l'illustre. Après la tenue de l'assemblée générale de la caisse centrale le 7 octobre, la MSA a lancé une convention citoyenne pour la ruralité, avec six ateliers organisés en région jusqu'au 22 novembre. Elle vise à faire émerger des propositions concrètes à soumettre au débat public en vue de l'élection présidentielle et des législatives de 2022. Comme je l'indiquais lors de l'atelier à Tours, sur le thème du parcours de soins en milieu rural, nous essayons d'être le chaînon manquant dans le portage des projets. La difficulté aujourd'hui, ce n'est pas l'idée ou le besoin, c'est la mise en œuvre. Nous apportons de l'ingénierie de projet, de la ressource… au service de ceux qui veulent agir, pour aider à assembler les solutions. C'est également cette position que nous occupons dans le cadre de la reconquête de la souveraineté alimentaire, thème des journées nationales qui se sont déroulées à Biarritz les 4 et 5 novembre. Notre mission : bien informer les agriculteurs sur les aides possibles, les accompagner dans la transition agroécologique, favoriser les échanges entre eux. Nous constituons le relais indispensable pour les initiatives de proximité. C'est pourquoi nous sommes de nouveau présents au Salon des maires et des collectivités locales qui se déroule les 16, 17 et 18 novembre à Paris. La MSA partage son stand avec l'association nationale Présence verte. Nous y assurons la promotion des dispositifs pouvant intéresser les collectivités territoriales en termes de santé, d'offre de services ou d'action sociale. Afin de démontrer que la MSA, plus que jamais, est le partenaire incontournable des acteurs de la ruralité.

François-Emmanuel Blanc
Directeur général de la CCMSA

ACTUALITÉS

En régions
P. 03

Vie de l'institution
P. 06

En image
P. 07

TERRITOIRES

Doubs
Bien manger sans gaspiller
P. 08

ENJEUX

Agissons pour la ruralité
Partage d'idées
P. 12

SUR LE WEB
P. 14

DOSSIER

Journées nationales MSA 2021
À la reconquête de la souveraineté alimentaire
P. 15

RENCONTRES

Concours J'aime ma terre
Minichargeur, macrolophus et œuf géant
P. 26

Picardie
Ateliers concept crash à la Marpa Les Aïauts
P. 28

MSA des Charentes
Interfacéa, acteur de l'emploi
P. 30

France services
Itinérance et confluences
P. 31

Assemblée générale de la CCMSA
Une année hors du commun
P. 32

EN PRATIQUE

Viti-viniculture
Réussir son projet de chai
P. 34

Caisse centrale de la Mutualité sociale agricole – 19 rue de Paris – CS 50070 – 93013 Bobigny Cedex – Tél. : 01 41 63 77 77 – www.msa.fr – **Le Bimsa :** dépôt légal à parution – CPPAP : 1026M05851 – ISSN : 1298-9401 – **Directeur de la publication :** François-Emmanuel Blanc – **Comité d'orientation :** Pascal Cormery; Philippe Moinard; Annie Aublanc ; Didier Cuniac ; Sabine Delbosc Naudan ; Thierry Girard ; Régis Jacobé ; Bernard Simon – **Rédacteur en chef :** Gildas Bellet – **Rédacteur en chef adjoint :** Franck Rozé – **Secrétaire de rédaction** : Fatima Souab – **Rédacteurs :** Frédéric Fromentin; Marie Molinario; Alexandre Roger – **Maquettiste :** Delphine Levasseur – **Conception :** agence La Suite&Co – **Administration et abonnements :** Tél. : 01 41 63 73 31 – **Abonnement** 1 an: 11,60 € – **Imprimeur :** Agir Graphic – BP 52207 – 53022 Laval cedex 9 – www.agir-graphic.fr – **Couverture :** © Gilles Arroyo/CCMSA Image – **Édito :** © Patrice Maurein/CCMSA Image

La reproduction d'articles du Bimsa est subordonnée à une autorisation préalable

Le Bimsa est imprimé sur du papier certifié PEFC.

Provence Azur

Aux côtés des sinistrés

Il y un peu plus d'un an, la tempête Alex frappait de plein fouet les vallées de la Roya, de la Tinée et de la Vésubie, causant des dommages considérables. Pour rappeler sa mobilisation auprès de ses adhérents sinistrés mais surtout mettre en avant leur résilience face à cette catastrophe naturelle et ses conséquences, la MSA Provence Azur, en collaboration avec la CCMSA, propose un film *Tempête Alex, la MSA aux côtés des sinistrés*. Il présente des témoignages poignants d'agriculteurs durement touchés et peut être visionné à partir de ce lien : https://youtu.be/m9bUDSqNC1w.

105972

femmes cheffes d'exploitation ou d'entreprises agricoles en 2020.

Corse

Formation des élus

Fin septembre, les présidents des échelons locaux et les administrateurs membres de la commission d'action mutualiste de la MSA ont participé à une formation sur le thème «Créer une dynamique pour l'échelon local». Une cohésion de groupe s'est rapidement installée entre les huit participants qui ont pu, à travers leurs échanges, réfléchir à des initiatives à concrétiser sur les territoires.

© MSA Gironde

Gironde

Vigilance sur la route durant les vendanges

Le 8 septembre 2021, au lycée viticole de Libourne-Montagne, la MSA et ses partenaires lançaient leur nouvelle campagne de prévention du risque routier durant les vendanges «Savoir être prudent, savoir vivre ensemble». Cette campagne, qui acquiert depuis 2012 une certaine notoriété, vise à sensibiliser les professionnels de la viticulture et les usagers de la route pour réduire les accidents. Elle rappelle aux professionnels qu'ils doivent vérifier la signalétique de leur véhicule, adapter leur vitesse, essayer de se garer dès que possible, adapter leurs horaires afin d'éviter les heures de pointe. Et aux usagers de la route, qu'ils doivent eux aussi adapter leur conduite face aux engins viticoles, rester patients… et anticiper les déplacements durant cette période.

L'opération s'appuie sur deux piliers : une campagne de communication et des actions de terrain. De nombreuses initiatives sont déployées et notamment la remise de banderoles aux maires des communes viticoles de Gironde ou des interventions lors des réunions techniques des partenaires (réunions avant vendanges…). Des actions spécifiques pour les professionnels de la viticulture ont été mises en place pour proposer des vérifications techniques avant les vendanges afin d'aider les viticulteurs à préparer leur matériel avant de prendre la route ; proposer un diagnostic (format carnet de vérifications) et un discours de sensibilisation aux conducteurs de tracteur avec remorque ; communiquer un bilan aux partenaires pour alerter sur les déficits en vérification du matériel avant de prendre la route.

Déjà réalisées lors des précédentes campagnes, ces vérifications portent sur les organes et les éléments du matériel viticole (tracteurs, remorques, machines à vendanger) circulant sur le domaine public. Ces opérations techniques ont été ouvertes à l'ensemble des viticulteurs soucieux de faire examiner leur matériel. Pour les personnes souhaitant réaliser elles-mêmes ce contrôle, un carnet d'autodiagnostic accompagné d'une notice, qui reprend la réglementation point par point, a été mis à disposition sur simple demande auprès du service prévention des risques professionnels de la MSA.

Sur le web
Plus d'informations régionales
lebimsa.msa.fr

Haute-Loire

La fête des familles

© MSA Auvergne

Pour le lancement officiel de la charte Avec les familles, la MSA Auvergne et la communauté de communes du Pays de Cayres-Pradelles ont travaillé pendant plusieurs semaines, avec le soutien de la CAF Haute-Loire, sur la mise en place d'un événement en direction des familles du territoire. Il a eu lieu le samedi 25 septembre au Bouchet-Saint-Nicolas, une commune de 274 habitants (chiffre Insee de 2015). L'occasion de rencontrer parents et enfants, de leur présenter la charte – la première en Auvergne – et ses enjeux. Près de 200 personnes sont venues participer aux animations proposées tout au long de la journée : ludothèque, balades en rosalie, trottinettes électriques, chasse au mot, escape game ou encore concours de dessins Dessine-moi ta famille. Et, pour clôturer ce moment festif, un spectacle de magie.

Les échanges entre parents, enfants et organisateurs qui ont eu lieu durant cette journée vont permettre à la MSA Auvergne et la communauté de communes de proposer et mettre en place des actions et des projets (conférences, échanges, sorties, activités...) en direction des familles en associant des personnes volontaires à des groupes de travail, et ce, sur les trois années à venir.

Ce premier temps fort a été une réussite, le soleil et la bonne humeur étaient au rendez-vous. Les parents ont apprécié de partager les activités avec leurs enfants et de prendre du temps ensemble.

Provence Azur

Handicap : Adelis débarque sur les routes !

© MSA Provence Azur

Le 26 octobre, APF France handicap a inauguré son nouveau Relais Adelis à Carnoux-en-Provence, dans les Bouches-du-Rhône, en présence des nombreux partenaires. Ce dispositif itinérant, dont le nom, Adelis, signifie « Accueil, droits, engagement, liens et solidarité » a été soutenu par la MSA Provence Azur dans le cadre d'un appel à projets sur la thématique de la citoyenneté des personnes handicapées.

Né de la volonté de l'association de développer plus de proximité et de lutter contre l'isolement des personnes en situation de handicap et de leurs proches, ce minibus est un réel espace de soutien et d'entraide. Il accueille des entretiens individuels ou des actions collectives grâce à sa structure modulable qui permet la confidentialité et la rencontre.

Objectif : apporter une solution concrète pour les personnes ayant des difficultés de mobilité, d'accès à l'information, à l'emploi, à la culture, sensibiliser à l'accessibilité, faciliter l'accès au numérique et développer la vie sociale. Les personnes pourront se renseigner sur des questions d'accès aux droits, les ateliers et formations pour les aidants, les groupes de parole. Des interventions en milieu scolaire et dans les entreprises seront également organisées.

Une salariée chargée de développement des actions associatives, deux bénévoles et un service civique accueilleront les visiteurs. Des bénévoles en situation de handicap viendront également partager leur expérience.

Des territoires prioritaires ont été ciblés. Au total, ce sont plus de 35 communes rurales réparties sur l'ensemble des départements de la région qui en bénéficieront. Dans les Hautes-Alpes, Adelis a commencé sa tournée en octobre, avec toujours pour but de créer du lien social dans les zones les plus enclavées.

© MSA Côtes normandes

Côtes normandes

Se connaître pour mieux travailler ensemble

Le mercredi 15 septembre, un speed meeting a eu lieu à Romagny-Fontenay (Manche), à l'attention des acteurs de la santé et du social du canton du Mortainais. *« Cette soirée a pour objectif de permettre les échanges entre les acteurs de la santé et du social du territoire, afin de faciliter la prise en charge de leurs publics respectifs »,* indiquait en ouverture Astrid Morin, directrice adjointe de la MSA. Organisée dans le cadre du diagnostic territorial de santé réalisé sur le canton, elle est née à l'initiative de la MSA Côtes Normandes, de la caisse primaire d'assurance-maladie, du conseil départemental et de la méthode d'action pour l'intégration des services d'aide et de soins (MAIA).

La rencontre a permis de créer des interactions entre les professionnels médicaux, paramédicaux, médico-sociaux et les travailleurs sociaux du territoire. Elle était séquencée en huit rotations d'une dizaine de minutes autour de sept tables de sept personnes. Chacun disposait d'une minute et trente secondes pour se présenter, préciser sa structure, sa fonction et ses missions, remettre une carte de visite avec ses coordonnées. La volonté était de détecter les opportunités de collaborations, de partenariats et d'entraide afin d'améliorer le parcours de soins de la population et les conditions d'exercice des participants. Au nombre de 49, représentatifs de l'ensemble du territoire et des professions visées, ils ont plébiscité l'initiative (vidéo à découvrir à partir de notre site Internet) en demandant qu'elle soit réitérée chaque année.

© MSA de la Corse

Corse

Nouveau siège social

L'inauguration, le 11 octobre, des nouveaux locaux de la MSA de la Corse (ouverts depuis décembre 2020), qui regroupent le siège social et l'agence d'Ajaccio, a lieu en présence de personnalités politiques insulaires et du monde agricole. Pascal Cormery, président de la CCMSA, et François-Emmanuel Blanc, directeur général de la CCMSA, sont aux côtés de Dominique Fieschi, président de la MSA de la Corse, et de Christian Porta, directeur général. Julien Denormandie, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, s'est adressé par vidéo aux participants pour rappeler *« à quel point l'agriculture et la ruralité sont une richesse et une chance pour nos territoires »*. Il a mis en avant le modèle de la MSA, son guichet unique et sa capacité d'innovation, citant notamment le camping-car connecté France services lancé à Ponte-Leccia, le dispositif Bulle d'air pour le répit des aidants familiaux, le renforcement des partenariats locaux. *« Par toutes ces initiatives, la MSA de la Corse contribue à améliorer l'attractivité de nos territoires, les conditions de vie de nos agriculteurs, ceux qui œuvrent pour concourir à cette souveraineté alimentaire si chère à nos concitoyens »*.

AGENDA

Hérault

Sitevi
Du 30/11 AU 02/12

Le Sitevi, salon international des équipements et savoir-faire pour les productions viti-vinicoles, oléicoles, arboricoles et maraîchères, se déroulera au parc des expositions de Montpellier. Pour sa 30e édition, il propose 50 conférences et ateliers. L'institut français de la vigne et du vin (IFV) animera des conférences sur diverses thématiques au cœur des enjeux du moment : transition agroécologique en viticulture ; aléas climatiques ; label bas carbone ; matériel végétal, la sélection sanitaire.
www.sitevi.com.

Maine-et-Loire

Sival, salon des productions végétales
DU 11 AU 13/01/2022

Après une année d'absence liée à la crise sanitaire, le Sival est de retour à Angers pour accueillir les acteurs des filières du végétal à l'occasion de sa 35e édition. Nouveauté pour 2022, le Sival Online, une plateforme digitale qui permet la prise de rendez-vous avec les exposants, propose un annuaire détaillé, met en avant des produits phares, diffuse des sessions en live et en replay.
Pour en savoir plus, consulter le site du Sival.
www.sival-angers.com.

Paris

Salon international de l'agriculture
DU 26/02 au 06/03/2022

Il se tiendra à Paris Expo, porte de Versailles et la MSA sera au rendez-vous. Malgré une fermeture anticipée en 2020, il avait accueilli 482 221 visiteurs.
Plus d'info sur le site du Salon international de l'agriculture.
www.salon-agriculture.com.

Métiers du bois

Les salariés de ce secteur (ameublement, emballage et scierie) sont exposés à de nombreux risques professionnels qui peuvent avoir des conséquences importantes sur leur santé et sur l'activité. Pour aider les entreprises, des outils sectoriels interactifs sont proposés en ligne par l'Assurance-maladie – risques professionnels, l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) et la MSA. Ils leur permettent de concevoir leur document unique d'évaluation des risques et de télécharger un plan d'actions en conséquence. Ils sont accompagnés de recommandations et de conseils par métier. Pour en savoir plus : www.msa.fr/sst/scierie.

62,4 %

c'est le taux de couverture vaccinale contre la grippe au régime agricole sur la campagne 2020-2021.

Retraites agricoles

Au 1er novembre, les retraites des chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole sont revalorisées. Le montant de leur pension minimale passe de 75 % à 85 % du Smic net agricole, soit une garantie de retraite minimale portée à 1 035 euros net par mois (en moyenne, 105 euros en plus chaque mois pour les bénéficiaires) pour une carrière complète. La revalorisation tient compte de tous les avantages vieillesse auxquels l'assuré peut prétendre auprès de l'ensemble des régimes de retraite obligatoires. Elle concerne les futurs bénéficiaires et les retraités actuels. Elle s'applique sur les retraites de novembre, avec un premier paiement au 9 décembre. Aucune démarche n'est nécessaire dès lors que les critères d'éligibilité sont respectés. Plus d'infos : www.msa.fr.

© DR

Collecte nationale MSA Solidaire

En partenariat avec le Secours populaire français, la MSA se mobilise, comme l'an dernier, sur tout le territoire pour organiser une grande collecte nationale en faveur des familles fragilisées, notamment à la suite de la crise sanitaire. Depuis le début de la pandémie en effet, le groupe MSA a activé toute une chaîne de soutien pour accompagner les populations agricoles et rurales sous la bannière MSA solidaire (plus de 300 000 personnes en ont bénéficié). À l'approche des fêtes de fin d'année, elle invite ses salariés, ses délégués et ses ressortissants à effectuer un don de jouets ou de denrées alimentaires.

La collecte est organisée du 22 novembre au 8 décembre en de nombreux points (une carte de ceux-ci est disponible sur le site https://msa-solidaire.msa.fr/), ce qui permettra d'acheminer et de distribuer tous les cadeaux pour les fêtes de Noël 2021.

Jeux, jouets, livres, disques, places de spectacle ou de cinéma, parfum, maquillage, denrées alimentaires festives non périssables... pourront faire le bonheur de personnes isolées et familles en difficulté. Un impératif : les produits offerts doivent être neufs.

Le partenariat avec le Secours populaire français a fait l'objet d'une convention signée le 7 octobre dernier lors de l'assemblée générale de la CCMSA par Henriette Steinberg, secrétaire générale de l'association, et Pascal Cormery, président de la CCMSA.

Sur le web
Pour en savoir plus sur l'institution
lebimsa.msa.fr

La charte avec les familles Perthois Bocage et Der, c'est aussi : des actions parentalité à destination des familles du territoire (cafés des parents «Apar'thés», débat théâtral « Être parents aujourd'hui ») et autour de la mobilité (ouverture du transport à la demande aux familles, travail sur les chemins de randonnées) ; un groupe d'habitants qui a pour objectif la création d'un espace de rencontre sur le territoire, etc.

© DR

EN IMAGE

MSA Marne Ardennes Meuse | 3 octobre

Intervillages fait son cinéma

Dimanche 3 octobre, une centaine d'habitants se réunissent pour les premiers jeux intervillages de Larzicourt, dans la Marne, sur le thème du cinéma. Organisé par le groupe de jeunes Motivetacomcom de la charte territoriale avec les familles Perthois Bocage et Der, cet événement se tient dans une ambiance festive malgré la pluie ! Huit équipes composées de participants de tout âge (dont une personne de 86 ans !) s'affrontent dans des épreuves culturelles et sportives pour représenter leur commune. Au programme : course de brouettes pour l'épreuve intitulée *Fast and furious*, tir à la corde (*Indiana Jones*), ou encore concours de dessins(*Les Sous-doués*). Pour mener à bien ce projet, les jeunes sont accompagnés par les équipes de la MSA Marne Ardennes Meuse et les Francas de la Marne qui leur permettent de créer une Association temporaire d'enfants et d'adolescents acteurs citoyens (Atec). Ils concourent également à l'appel à projet jeunes (APJ) et reçoivent une bourse de 1 000 euros. Depuis le début de la charte avec les familles, le groupe, qui compte actuellement sept jeunes âgés de 14 à 25 ans, s'est investi dans plusieurs étapes de la démarche de développement social. Ils créent notamment un film permettant de montrer leur vie au sein d'une communauté de communes rurale. Ainsi qu'un premier événement intitulé *Thiéblemont express*, qui a pour but de rassembler les jeunes des différentes communes, créer du lien entre eux et de les inviter à participer à leurs futurs projets. Au final, mission réussie pour ces jeunes qui avaient pour objectif d'animer le(s) village(s) ! Une nouvelle édition des intervillages pourrait même voir le jour l'année prochaine.

Le chef étoilé, Christian Pilloud, a cuisiné en direct devant un public composé principalement de ressortissants agricoles.

Doubs

Bien manger sans gaspiller

Né de la volonté des élus de l'échelon local de la MSA de Franche-Comté, l'atelier Bien manger sans gaspiller a pour but d'apprendre ou réapprendre à mieux se nourrir tout en maîtrisant ses dépenses. Grâce aux conseils d'un chef cuisinier et d'une diététicienne, dans le Doubs on fait dorénavant un peu plus attention à sa santé et à son porte-monnaie. Mardi 12 octobre, direction Chamesol, petite commune agricole dont l'économie est tournée vers la fabrication du comté pour assister au premier des cinq ateliers organisés cet automne.

Sur le web
lebimsa.msa.fr

© Alexandre Roger/Le Bimsa

158 kg

par an et par habitant d'ordures ménagères dans le Haut-Doubs.

© Alexandre Roger/Le Bimsa

Marie Hocquet, animatrice des territoires ruraux à la MSA de Franche-Comté.

En brandissant des capsules usagées d'une célèbre marque de café destinées au recyclage, le chef étoilé Christian Pilloud, sourire provocateur jusqu'aux oreilles, déstabilise d'entrée son public. Elles seront intégrées à sa recette de dessert du jour. *« J'ai fait le radin,* concède le cuisinier dont la renommée dépasse largement le petit village du Doubs de 382 habitants où son restaurant est installé depuis vingt-huit ans. *J'aurais pu utiliser du café frais mais c'est pour vous montrer que l'on peut faire des choses avec des capsules destinées à être jetées. »* Il faut dire que les habitants des alentours réunis dans la salle des fêtes de Chamesol sont plus habitués à le voir cuisiner des mets d'exception comme le homard, le foie gras ou les cuisses de grenouille. Aujourd'hui rien de tout cela.

Soigneusement alignés devant lui s'étalent quatre tranches de jambon qui frisent la péremption, quelques vieux poireaux aux racines desséchées, des coquillettes avachies impatientes de se poêler ou encore une baguette sur le retour qui a la nostalgie d'une période plus croustillante de sa vie. Sans oublier cette ribambelle de dosettes éventrées qui fait décidément beaucoup parler. A priori rien d'alléchant et pourtant on aurait tort de trop vite sous-estimer ces oubliés du plan de travail et du fond du bac à légumes.

Avec sa fausse pizza aux poireaux, ses plantureuses croquettes de pâtes, ses appétissantes gaufres de pommes de terre au jambon et curry, son ingénieux pain perdu tomates mozzarella et son très surprenant brownie au marc de café, le chef étoilé du restaurant *Mon plaisir* de Chamesol a l'art d'accommoder les restes pour en faire des stars de la table. *« J'attends de goûter ça pour me prononcer »,* lance un spectateur perplexe qui semble avoir la dosette qui lui reste en travers de la gorge. Cela tombe bien, c'est prévu mais pour l'instant place au maestro et à sa maîtrise de l'art culinaire aussi affûtée que son horreur du gâchis. *«Je vais cuisiner uniquement ce qu'on trouve dans le réfrigérateur de monsieur et madame tout le monde »,* prévient le chef habitué des micros, qui ramène sa science culinaire quotidiennement sur les ondes de France Bleu Belfort-Montbéliard. Il anime l'étape chamesoloise des ateliers Bien manger sans gaspiller en compagnie de Marie Droz-Vincent, diététicienne, et Marie Hocquet, animatrice des territoires ruraux à la MSA de Franche-Comté, sous le regard attentif des élus MSA qui ont mis sur pied l'événement. *« Magnifions nos restes et redonnons-leur leurs lettres de noblesse »,* s'enflamme Christian Pilloud, captant l'intérêt de la quinzaine de participants dont les papilles commencent à être chatouillées par les odeurs de cuisine qui envahissent la salle.

L'atelier est né de la volonté des élus de la MSA, ils sont 323 sur toute la Franche-Comté.

Ils recueillent en direct les préoccupations de nos adhérents sur leur territoire et proposent des actions concrètes comme celle d'aujourd'hui. En plus de cuisiner avec un chef et une diététicienne des produits locaux intégrés dans des recettes simples qui permettent d'utiliser les restes de son réfrigérateur, nous proposons aux participants d'apprendre à décrypter les étiquettes des produits alimentaires qu'ils ont eux-mêmes amenés. Nous nous sommes associés pour l'occasion au Syndicat mixte de Besançon et de sa région pour le traitement des déchets et l'établissement public pour la prévention et la valorisation des déchets dans le Haut-Doubs (Préval) qui ont engagé des démarches de lutte contre le gaspillage alimentaire. C'est dans ce cadre qu'est née l'association La Marmite solidaire qui récupère les denrées invendues auprès de producteurs locaux et de supermarchés pour en faire des plats cuisinés à destination des personnes défavorisées. Après Chamesol, des ateliers ont été organisés à Fournets-Luisans, Serre-les-Sapins, Amagney et Bolandoz.

Le duo, chef cuisinier/diététicienne a permis aux participants de repartir avec des conseils diététiques en plus de succulentes recettes.

Photos : Alexandre Roger/Le Bimsa

Les recettes du chef

Brownie au marc de café

• 500 g de pommes
• 90 g de marc de café
• 200 g de sucre cassonade
• 250 g de chocolat
• 120 g de farine
• 150 g d'huile
• 50 g de cacao
• 60 g de noix, d'amande ou autre, sel

1. Laver les pommes, les couper en morceaux et compoter avec le marc de café et un peu d'eau. 2. Dans un cul de poule, mélanger le cacao, la farine et l'huile. 3. Mixer la compote, ajouter le chocolat. Laisser refroidir et mélanger dans le cul de poule. 4. Ajouter les noix. 5. Mettre dans un moule avec un papier cuisson huilé et cuire 40 min à180 degrés.

Pain perdu tomates mozzarella

• Œuf, lait, concentré de tomate
• Ail, basilic ou herbe au choix, pain rassis, tomate, mozzarella di Bufala, huile d'olive, sel, poivre

1. Mélanger lait, œuf, concentré de tomate, ail haché et les herbes choisies, saler et poivrer. 2. Faire tremper les tranches de pain pour bien les imbiber. 3. Poser sur le tapis de cuisson, répartir tomates et mozzarella, assaisonner, mettre un filet d'huile d'olive et quelques herbes. 4. Mettre au four 15 mn. Au moment de servir, ajouter quelques tranches de jambon cru au choix.

Croquettes de pâtes

• Restes de pâtes
• Fromage au choix
• Jambon à l'os ou autre
• Sauce béchamel au micro-ondes
• 40 g de beurre, 40 g de farine 50 cl de lait, sel, poivre, noix de muscade

1. Dans un saladier, faire fondre le beurre au four à micro-ondes. 2. Ajouter la farine et mélanger. Replacer 45 secondes au four à micro-ondes. 3. Verser le lait froid en filet en fouettant et replacer le saladier au four à micro-ondes pendant 2 min. 4. Saler et poivrer puis mélanger fortement et replacer au micro-ondes pendant 2 min supplémentaires. Mélanger à nouveau et refaire cuire 1 mn. 5. Disposer dans un saladier la farine, les œuf et la chapelure. Ajouter ce mélange aux pâtes avec la béchamel, le fromage râpé et le jambon à l'os coupé en cubes. 6. Faire des boulettes et mettre au congélateur. Paner à l'anglaise avant de frire à la grande friture.

Gaufres de pommes de terre au jambon et curry

• Pommes de terre
• Farine
• 1 ou 2 œufs
• Restes de jambon
• 1 gousse d'ail, herbes du jardin au choix
• Sel, poivre, curry de Madras

1. Bien laver les pommes de terre. Passer à la mandoline pour faire une julienne. 2. Bien serrer pour enlever l'excédent d'amidon, mettre dans un cul de poule. 3. Ajouter de la farine, l'œuf, le jambon, les herbes, l'ail haché, le curry. 4. Contrôler l'assaisonnement. 5. Cuire au gaufrier. 6. Servir avec une salade verte.

28,7 %

de personnes en surpoids en Bourgogne-Franche-Comté (chiffre ARS).

© Alexandre Roger/Le Bimsa

Marie Droz-Vincent, diététicienne.

« Au fond du réfrigérateur, il y a toujours des légumes qui s'abîment, des morceaux de lard ou des tranches de jambon qu'on a achetés en promotion en trop grande quantité et qui nous restent sur les bras. Tout ce qu'on jette, c'est de l'argent. C'est tout ce que vous ne dépenserez pas pour vous acheter une nouvelle tenue ou pour aller au cinéma ou au restaurant. Suivez mon regard… » Si le chef plaide pour sa paroisse, il parle aussi au porte-monnaie d'un public gourmand de conseils.

Faire des économies

Raymonde, 63 ans, est conquise. À la retraite, elle continue à donner un coup de main sur l'exploitation reprise par son fils. *« Je fais attention depuis quelque temps car on s'aperçoit aujourd'hui que tout devient très cher. »*

« Plutôt que de réchauffer trois fois le même plat, soyez créatifs !, lance Christian Pilloud. *Ce que je vous présente aujourd'hui est une colonne vertébrale ou ma vision des plats,* insiste le chef. *Ce sera à vous de vous en emparer pour le refaire à votre sauce chez vous et selon ce que vous avez sous la main. »*

« Gâcher ou pas, cela dépend beaucoup des valeurs que l'on nous a transmises, souligne Pascale, mère de trois enfants et éleveuse en bovin lait en appellation comté. *Chez nous, on a toujours fait attention et cela ne me fait pas du tout plaisir de jeter. C'est plus facile qu'avant d'accommoder les restes car on peut trouver facilement des recettes sympas sur Internet quand on voit des denrées qui vont s'abîmer. »*

« L'ail, les oignons, l'échalote coûtent de l'argent, huit fois sur dix, il y en a une bonne partie qui part à la poubelle. Mixez-les avec un peu d'huile d'olive avant qu'ils ne s'abîment et congelez-les. Cela fonctionne aussi très bien avec la sauce tomate, conseille le chef en sortant un sachet du congélateur.

Anne-Marie et Néva notent l'astuce. Elles sont venues en copines et en voisines. Elles habitent Baubrey et Montjoie-le-Château. *« On cherche des idées pour cuisiner les restes et faire des économies. »* On peut dire qu'elles ont été servies par le chef lui-même qui, après avoir cuisiné, a fait le service en personne.

En déposant le dessert sur la table, il lâche un dernier conseil : *« Ce qui compte, c'est le temps passé et l'amour que vous avez mis dans votre plat. On n'a pas besoin de homard ou de langouste pour être heureux à table. On peut même se régaler avec des brownies au marc de café ! »* CQFD. Moelleux à souhait, ils ont conquis l'assemblée tout comme l'ensemble des plats proposés par le chef. Mission accomplie pour celui qui se définit lui-même comme un artiste de l'éphémère. Confirmation dans la salle avec une œuvre du jour aussitôt engloutie.

Alexandre Roger

Le comté, le morbier et le mont d'or, nos fromages locaux,

sont riches en immunoglobuline qui va venir renforcer nos défenses immunitaires. On a la chance ici d'avoir de bons fromages au lait cru qui possèdent des qualités nutritionnelles qu'on ne retrouve pas dans le fromage industriel pasteurisé.
Sur l'étiquette, Nutriscore n'est pas forcément l'indicateur à privilégier.
Il mentionne principalement les calories. Une plaque de beurre va être par exemple mal notée alors que c'est un aliment intéressant. Mieux vaut se concentrer sur la liste des ingrédients. Plus elle est courte plus on est face à un aliment brut, naturel et sain. Si on prend un sachet de pâtes, il y a un seul ingrédient : 100 % de semoule de blé dur. Par contre sur un cordon bleu industriel, on a effectivement 60 % de viande mais aussi de l'amidon modifié, du dextrose, du sirop de glucose… Ces différents noms désignent le sucre sous différentes formes. La plupart des gens n'ont pas conscience qu'en achetant ce produit salé, ils consomment du sucre caché en quantité non négligeable. Le deuxième constituant d'une célèbre pâte à tartiner chocolatée est l'huile de palme. Elle a la propriété de modifier son caractère satiétogène. En gros, elle donne envie d'en remanger. Ajouté au sucre, on est en présence d'une bombe addictive. L'huile de palme va aussi se retrouver dans le pain de mie des burgers du fast-food. Elle est constituée de graisses saturées qui favorisent les thromboses en facilitant l'accumulation de graisse dans l'organisme.

Photos : Juliette Jem ; Vincent Baume/CCMSA Image

Agissons pour la ruralité
Partage d'idées

La concertation lancée par la MSA pour faire émerger des propositions concrètes destinées à répondre aux difficultés du monde rural se poursuit. Elle permet aussi de nourrir la réflexion qui conduira à la rédaction, début 2022, de son manifeste pour la ruralité. Étapes en octobre à Troyes, Aix-en-Provence et Boves pour s'attacher à la prévention du mal-être en agriculture, à l'accompagnement des familles et à la construction des services publics de demain.

Du mal-être au bien-être agricole

Le 13 octobre, les travaux de la convention citoyenne pour la ruralité font escale à Troyes pour un sujet capital : l'accompagnement du mal-être agricole. Christiane Lambert, présidente du Conseil de l'agriculture française (CAF), marraine du jour, salariés et élus MSA, agriculteurs, représentants d'organisations professionnelles, d'entreprises mais aussi parlementaires ont répondu présents. Le choix du lieu n'est pas anodin, puisque que la MSA Sud Champagne a lancé sur son territoire il y a maintenant plus de vingt ans son dispositif Réagir en Haute-Marne, avec la chambre d'agriculture et les syndicats professionnels, accessible aujourd'hui sur les dix départements de la région.

Cette question, discutée vivement ces dernières années, a fait l'objet de propositions communes des représentants du CAF en juin dernier afin de renforcer et unifier les accompagnements dans l'attente du plan interministériel. Lors de l'atelier, les participants reviennent sur les réponses concrètes à renforcer ou mettre en œuvre pour bâtir les conditions du bien-être de nos agriculteurs.

« Ça peut toucher tout le monde, il n'y a pas de profil type à la détresse psychologique, explique Sophie Cot-Rascol, consultante en santé psychologique et responsable de la plateforme Agri'Écoute (joignable au 09 69 39 29 19, prix d'un appel local). *En parler, avec des personnes en qui on a confiance, c'est très important, le début d'une autre solution. Ceux qui appellent Agri'Écoute évoquent leurs difficultés au sens large puisque leur vie professionnelle, c'est leur vie. Il n'y a pas cette segmentation qu'on peut faire plus aisément dans d'autres secteurs. »*

« Dans la profession, le suicide était perçu comme un sujet difficile à aborder, souligne Christiane Lambert. *Ce qu'il nous fallait pour parvenir à en parler, c'est d'arriver à objectiver : qui sont ces personnes, leur âge, leur métier, leurs contraintes… ? Ce que nous avons pu faire avec l'aide des études de la MSA. Ça oblige à tenter de percevoir quel est le déclic : qu'est-ce qui fait qu'une personne passe à l'acte. »*

« Au-delà de parler des suicides, il faut avant tout essayer de comprendre et de prévenir toutes les phases en amont, acquiesce Isabelle Ouédraogo, coprésidente du comité d'action sanitaire et sociale de la CCMSA. *La MSA, via son conseil scientifique, a retenu des projets de chercheurs qui vont nous permettre à l'avenir d'identifier plus finement les secteurs géographiques et professionnels des populations qui passent à l'acte. »*

« Le suicide en agriculture est multifactoriel, c'est un environnement complexe qu'on a encore du mal à appréhender, signale Jean-François Fruttero, président de la MSA Dordogne, Lot et Garonne et administrateur central. *La MSA y travaille depuis son premier plan mal être en 2011. »* Au fil des discussions, les intervenants passent en revue les dispositifs existants et les points sensibles à travailler. La détection des situations est une préoccupation majeure. *« Ça reste la vraie difficulté,* martèle Pascal Cormery, président de la CCMSA. *Parmi nos sentinelles, il ne faut pas oublier les vétérinaires, les banquiers, les centres de gestion, les médecins de famille… que la MSA peut former. »*

« Tous les regards bienveillants doivent être mobilisés,

conclut Christiane Lambert. *Nous montrons notre alliance sur ce sujet qu'on prend à bras-le-corps, qui n'est plus un tabou. Il faut aussi parler de l'agriculture qui réussit, qui fonce, qui y croit, qui se redresse, qui attire les jeunes. Au moment où tout le monde dit chercher un métier de sens, d'initiative, il y a des possibilités qu'on sous-estime nous-mêmes, agriculteurs. »*

Mieux vivre en milieu rural

Lors de la rencontre organisée par la MSA Provence Azur à Aix-en-Provence, l'accompagnement des familles sur les territoires ruraux est au cœur de toutes les attentions. Un événement parrainé par Marie-Andrée Blanc, présidente de l'Union nationale des associations familiales (Unaf). *« 2,39 c'est, en moyenne, le nombre d'enfants souhaité par les jeunes familles qui en réalité n'en comptent que 1,84. Les deux chiffres ne sont pas en adéquation,* lance-t-elle en ouverture. *Nous devons permettre aux jeunes familles de concilier vie familiale et professionnelle. Ce qui implique un logement, un emploi, des transports... »*, ainsi que des modes de garde adaptés, dont il a été beaucoup question lors de la table ronde et des ateliers qui l'ont suivie.

Magalie Rascle, directrice du développement sanitaire et social à la CCMSA, précise le concours que peut apporter la MSA : *« Acteur de terrain, elle joue un rôle de facilitateur, propose de la mise en relation entre ses professionnels experts et les collectivités, les acteurs locaux, les autres régimes de protection sociale, le milieu associatif… Ces partenaires travaillent ensemble à des diagnostics de territoire. On évoque souvent les micro-crèches, très adaptées aux zones rurales, mais il y a également des maisons d'assistantes maternelles ou des structures innovantes à horaires atypiques, qui collent aux productions agricoles ou à la saisonnalité.* . Pour illustrer le travail commun réalisé sur le terrain, Jean-Louis Atoch, administrateur à la MSA Provence Azur et coprésident du comité d'action sanitaire et sociale, et Marie-France Delmas, directrice générale adjointe, présentent diverses initiatives, dont la charte avec les familles signée il y a un an avec la communauté d'agglomération du Pays de Grasse et la caisse d'allocations familiales des Alpes-Maritimes. *« Cette charte, c'est d'abord une stratégie territoriale. Nous avons croisé nos données, notre offre de services, les besoins et fait un bilan. Aujourd'hui, nous en sommes aux actions concrètes : le développement de Grandir en milieu rural* [programme MSA pour accompagner les jeunes de 0 à 25 ans], *l'accueil des familles, des projets collectifs pour réduire la fracture numérique ou lutter contre les addictions. Nous allons aussi lancer des séjours destinés à des familles ayant des enfants handicapés. »*

Plus d'une cinquantaine de chartes ont déjà vu le jour dans l'Hexagone. Pas de recette miracle, mais du sur-mesure, car les attentes diffèrent d'un territoire à l'autre. Autre solution cousue main, en cours d'expérimentation, présentée par Christian Brayer, directeur du lycée agricole Provence verte à Saint-Maximin (Var) pour favoriser l'insertion des jeunes : *« En milieu rural, nous devons faire face aux problématiques de mobilité et de logement. Nous avons proposé de mettre en place deux caravanes pour des étudiants majeurs chez les maîtres d'apprentissage. »* La mobilité des jeunes est justement le thème de l'un des deux ateliers auxquels sont conviés les participants, l'autre portant sur l'accompagnement des familles monoparentales et les modes de garde.

Un nouveau modèle de services publics de proximité

À Boves, près d'Amiens, au siège de la MSA de Picardie, les échanges portent sur le thème : « Quelles solutions pour le modèle des services publics de demain ? », sous le parrainage de Caroline Cayeux, présidente de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT). Celle-ci insiste, dans son message d'introduction, sur *« la collaboration avec la MSA, partenaire fondamental pour le programme France services, tant au niveau national que local ».* Antoine Niay, président de la caisse de Picardie, rappelle que *« la relation de proximité est l'une des valeurs fondamentales du régime agricole. Notre maillage territorial, en Picardie, avec 795 délégués et 12 agences, en est la meilleure illustration. Notre engagement est constant auprès des pouvoirs publics afin de développer ces dispositifs pour les citoyens les plus éloignés des services publics ».* Depuis le début de l'année, 4 France services ont été ouvertes par la MSA de Picardie : à Vervins (Aisne), Péronne (Somme), Noyon (Oise). Celle de Boves est inaugurée le jour de la rencontre [informations sur notre site].

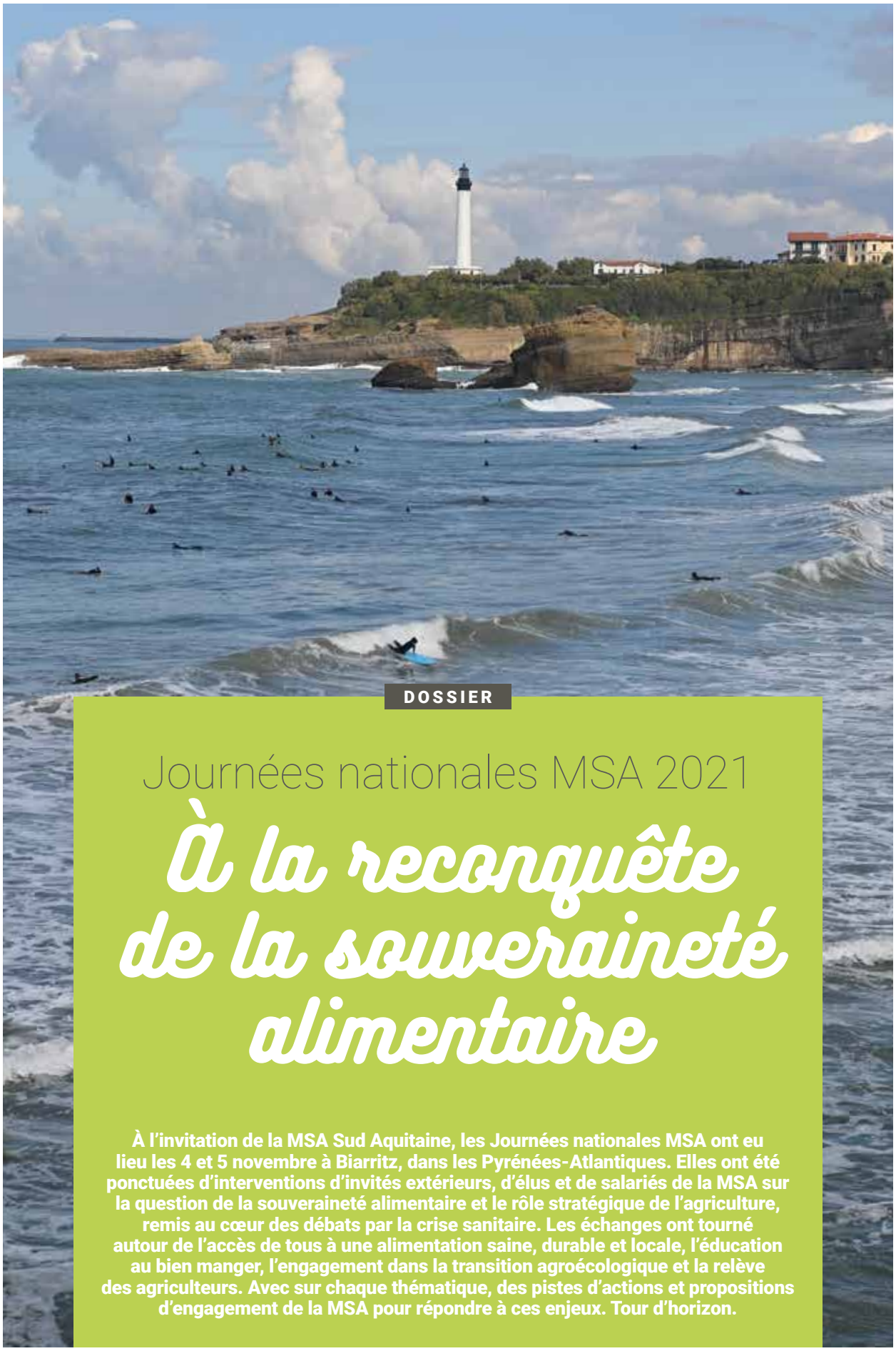
Une marque de la volonté de rapprochement des services publics sur lequel les participants ont réfléchi. Avant de plancher en ateliers sur la fracture numérique et les France services de demain, ils assistent à une table ronde réunissant Myriam Garcia, secrétaire générale de la préfecture de la Somme et sous-préfète de l'arrondissement d'Amiens, Bénédicte Feuilleux, directrice des projets institutionnels à la CCMSA, et Thierry Manten, premier vice-président de la CCMSA et de la MSA de Picardie. *« La Somme est un département très rural. Sur 772 communes, près de 90 % ont moins de 500 habitants,* souligne Myriam Garcia. *Avoir un partenaire comme la MSA, susceptible de disposer d'entités sur le territoire ou de coconstruire des projets avec les collectivités, est un réel atout. Le service public de demain est là, avec les France services, avec la réforme de nos emprises pour être au plus près du terrain. Parce qu'on sait qu'il faut une administration à visage humain. »* Thierry Manten rappelle le sentiment d'abandon qu'ont exprimé les territoires ruraux. Le recours au numérique pourrait l'amplifier, d'autant que l'accès à Internet et à la téléphonie mobile n'est pas gagné partout. La question de la fracture numérique est très présente dans les réflexions de la MSA. Elle *« développe une stratégie digitale et met en place un accompagnement pour que certaines de ces populations puissent mieux accéder aux services qu'elle propose en ligne, voire pour dédramatiser l'utilisation de ces services et de l'ordinateur »,* précise Bénédicte Feuilleux. Elle met en place des ateliers en fonction des différents besoins et publics (jeunes, professionnels, personnes âgées…). Une activité que réalisent d'autres acteurs travaillant avec la MSA, comme les centres sociaux des pays picards. Les mairies rurales jouent elles aussi un rôle d'accompagnement. Il a d'ailleurs été suggéré que les France services et les mairies imaginent des ponts entre leurs offres. Une piste parmi d'autres pour améliorer encore l'accès aux services publics en milieu rural.

Marie Molinario et Gildas Bellet

Proposez vos trouvailles !

Chacun peut apporter sa contribution jusqu'au 30 novembre sur la plateforme en ligne https://concertation.agissonspourlaruralite.fr/.

MSA Sécurité sociale agricole
Pneumopathies d'hypersensibilité : le poumon de fermier.
Témoignage de Viviane Chomette, agricultrice dans le Puy-de-Dôme.
www.youtube.com/watch?v=8cbHNGxAyBU_



DOSSIER

Journées nationales MSA 2021

À la reconquête de la souveraineté alimentaire

À l'invitation de la MSA Sud Aquitaine, les Journées nationales MSA ont eu lieu les 4 et 5 novembre à Biarritz, dans les Pyrénées-Atlantiques. Elles ont été ponctuées d'interventions d'invités extérieurs, d'élus et de salariés de la MSA sur la question de la souveraineté alimentaire et le rôle stratégique de l'agriculture, remis au cœur des débats par la crise sanitaire. Les échanges ont tourné autour de l'accès de tous à une alimentation saine, durable et locale, l'éducation au bien manger, l'engagement dans la transition agroécologique et la relève des agriculteurs. Avec sur chaque thématique, des pistes d'actions et propositions d'engagement de la MSA pour répondre à ces enjeux. Tour d'horizon.

© Gilles Arroyo/CCMSA Image

© Gilles Arroyo/CCMSA Image

Agriculture et alimentation
Un monde en transitions

Toutes les caisses, représentées par leurs élus, non-salariés et salariés, et leurs directeurs, ont pris part à Biarritz aux Journées nationales consacrées cette année à la thématique de la reconquête de la souveraineté alimentaire. Plantons le décor.

La violente secousse causée par l'épidémie de Covid-19 a remis à l'odre du jour la nécessité et l'exigence de produire sur le territoire la nourriture nécessaire à la population. Un défi qui doit être relevé tout en prenant en compte les attentes sociétales et les préoccupations environnementales, même si l'évolution se heurte au temps long des transitions dans le monde agricole.

Pour faire le point sur cette question d'actualité aux multiples contours, une réflexion lancée depuis un an a réuni 53 élus et salariés de 28 MSA, dans le cadre de groupes de travail, qui ont préparé les Journées nationales 2021. Celles-ci ont rassemblé 400 participants à Biarritz, accueillis par Chantal Gonthier, présidente de la MSA Sud Aquitaine, et les équipes de la caisse. Côté politique, Julien Denormandie, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, a adressé un message vidéo diffusé en ouverture de l'événement, et Véronique Hammerer, députée de la Gironde, est intervenue plus tard en tribune (extraits ci-contre).

Pour que les dirigeants du réseau puissent s'emparer des enjeux à venir, quatre tables rondes ont permis de partager le regard d'experts extérieurs, deux orientées sur le volet alimentaire (permettre l'accès de tous à une alimentation saine, durable et locale, et éduquer au bien manger), deux sur le volet agricole (transition agroécologique et relève des agriculteurs). Les différents groupes de travail avaient planché en amont sur chacun de ces thèmes afin de songer à des actions sur lesquelles la MSA pourrait s'engager, et de mieux exploiter et valoriser ses initiatives déjà existantes (voir éclairages et propositions dans ce dossier).

Pour Pascal Cormery, président de la CCMSA, le régime de protection sociale agricole est au cœur du sujet, notamment en tant qu'acteur de santé publique et de santé-sécurité au travail. Face aux discours sur l'innovation, la robotique, la génétique…, il a souligné que *« ce sont bien des éléments indispensables, mais c'est de la technique. L'important, c'est l'humain. »* D'autant que la question de l'emploi en agriculture est un enjeu majeur entre un besoin criant de salariés compétents et une préoccupation grandissante sur le renouvellement des générations : *« 50 à 60 % des agriculteurs vont arrêter l'activité pour départ à la retraite. Il faut aussi qu'il y ait corrélation entre investissement et revenu, ce n'est pas le cas aujourd'hui. »*

Thierry Manten, premier vice-président, a quant à lui salué l'idée évoquée lors de la table ronde consacrée à la relève en agriculture *« de créer un réseau d'élus référents installation/transmission »* [voir page 23]. Il a aussi affirmé qu'*« il n'y a pas d'agriculteurs sans salariés. On aura un besoin croissant de main-d'œuvre qu'on a aujourd'hui du mal à trouver. Il faut des emplois plus attractifs, du point de vue des conditions de travail et de rémunération »*.

En conclusion de ces journées, François-Emmanuel Blanc a ajouté que *« la MSA est un acteur du plan agricole français, de la souveraineté agricole française. Dans ce contexte, travailler précisément sur les besoins des agriculteurs et des salariés est une nécessité. Ceux qu'on peut identifier sont : informer des aides qui peuvent être dispensées ; informer des projets sur les territoires comme les projets alimentaires territoriaux (PAT) ; accompagner les étapes de la transition agroécologique dans l'évaluation de l'ensemble des impacts humains, organisationnels, économiques ; pouvoir échanger avec l'ensemble des acteurs concernés. La MSA, si elle le veut, a toute légitimité pour se positionner en réponse à ces quatre besoins. »*

Dossier réalisé par **Gildas Bellet**

à votre avis…

Permettre à nos agriculteurs de vivre de leur travail

Être souverain, cela nécessite d'abord de permettre à nos agriculteurs de vivre de leur travail. On est souvent agriculteur par passion, mais la passion ne peut pas tout et elle ne peut pas se substituer à la rémunération. Or, la rémunération, nous le savons tous, n'est pas à la hauteur aujourd'hui à laquelle elle devrait être. C'est pour cela d'ailleurs que nous avons remis l'ouvrage sur le métier avec la loi Egalim 2, celle-ci entre en vigueur cette semaine et ses décrets d'application viennent d'être publiés.
Être souverain, c'est aussi sortir de nos dépendances. Un exemple : celui de notre dépendance aux protéines végétales venant du continent Sud-américain. C'est pour lutter contre cette dépendance que l'on investit plus de 120 millions d'euros dans le cadre du plan France relance […].
Être souverain, c'est également s'adapter face aux changements climatiques et je souhaite là encore remercier la mobilisation sans faille de la MSA dans la gestion des crises actuelles que notre agriculture traverse. Je pense par exemple au gel du mois d'avril. La réponse forte que nous avons mise en œuvre collectivement après ces épisodes au printemps, nous la devons aussi à vos équipes. […]
Enfin, dernier point, être souverain, c'est assurer le renouvellement des générations. Cela passe par des réponses concrètes aux questions liées à la rémunération et à l'adaptation aux changements climatiques ; cela passe aussi par l'attractivité de nos métiers. C'est ce que nous faisons avec la campagne «Entrepreneurs du vivant» […]. Attirer de nouvelles générations, c'est aussi assurer des équilibres de vie absolument essentiels. Le gouvernement s'est fortement engagé sur ce point avec, par exemple, l'allongement du congé paternité et d'accueil de l'enfant. […] C'est enfin la question de la transmission. […]

Photos : **Gilles Arroyo/CCMSA Image**

—

Julien Denormandie,
ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation.

Une compétence indéniable en ingénierie de projets

Si je porte la voix de la MSA c'est parce qu'elle fait preuve d'une compétence indéniable en ingénierie de projets et qu'elle porte quelque chose qui m'est très cher : le développement social local. Quand j'essaie de parler de méthodes à certains cabinets ou hauts fonctionnaires, je parle chinois et c'est particulièrement désolant. La connaissance du terrain, le maillage territorial local et une connaissance accrue des acteurs sur un secteur donné, il y a bien longtemps que la MSA les pratique. Il n'est pas rare que les premiers informés d'une situation sociale difficile soient les élus de la MSA parce qu'un agriculteur, souvent pudique, a du mal à parler. Un agriculteur se livrera plus facilement à un de ses pairs qu'à un inconnu. Ce rôle de courroie de transmission joué par les élus cantonaux de la MSA et animé par les conseillers, parfois les travailleurs sociaux, n'est pas simple, n'est pas suffisamment reconnu, tant la valeur de la présence sur le terrain est essentielle. Ce tandem entre élus et professionnels sociaux est également exemplaire ; une efficacité à revendiquer. Vous m'avez comprise, le modèle de la MSA représente pour moi une organisation particulièrement efficace dans les territoires ruraux, qu'il faut défendre, car souvent non comprise. J'ai rapidement évoqué ici votre capacité d'action mais aussi nous voulons souligner cette volonté de construire les projets de demain en prenant le temps de l'échange et de la réflexion. […]
Ces journées nationales en sont un très bon exemple, et ce à travers les différences tables rondes où la question du « comment moi, agriculteur, salarié agricole, élu, cadre dirigeant, agent, je peux être acteur et participer à la réponse d'une question sociétale sur notre souveraineté alimentaire et garantir le mieux manger, tout en préservant notre agriculture et notre santé ? ». […]

—

Véronique Hammerer,
députée de la Gironde.

© Gilles Arroyo/CCMSA Image

Un double enjeu pour l'avenir

« Continuer à nourrir et réparer la planète »

Comment assurer pour tous une alimentation saine, durable et locale ? Et réussir ce défi tout en répondant aussi aux nouvelles attentes sociétales et à l'urgence environnementale ? Sébastien Abis, directeur général du club Demeter, et Marie-Hélène Cazaubon, présidente de la chambre d'agriculture des Landes, prennent la parole, lors de la première table ronde.

« Avec l'épisode pandémique, qui n'est pas derrière nous d'ailleurs, on a repris conscience de ce qui constituait la sécurité humaine : la santé et l'alimentation – pas l'un ou l'autre, et pas grand-chose d'autre », pointe Sébastien Abis, directeur général du club Demeter, plateforme d'échanges et d'expérimentations autour des enjeux alimentaires mondiaux, qui rassemble des entreprises leaders de la distribution, de l'industrie et de la prestation logistique, ainsi que des acteurs publics.

Pendant la crise sanitaire, les acteurs de la chaîne agricole et alimentaire ont continué d'être sur le pont pour assurer la production afin de nourrir la population. Un engagement essentiel et reconnu qui a rappelé l'enjeu de la souveraineté alimentaire. *« La souveraineté c'est avoir une vision des priorités stratégiques de long terme, avec constance, avoir de la cohérence, des complémentarités. »* Pour celle-ci, selon lui, *« un triptyque gagnant – quantité, qualité, diversité – et un quatrième volet décisif : le modèle social européen et français qui constitue et détermine cette performance agricole et alimentaire. Je crois qu'on l'a atteinte en Europe parce qu'on s'en est donné les moyens depuis un demi-siècle. Mais elle doit aujourd'hui entrer dans un autre narratif : continuer à nourrir et, en même temps, réparer la planète. »* Car l'ambition est aussi aujourd'hui d'accélérer la transition agroécologique, en réponse aux enjeux sociétaux, climatiques et environnementaux.

Pas question pour Sébastien Abis d'opposer l'agriculture d'hier avec celle de demain. *« Derrière la robotique, la génétique, il ne faut pas oublier la place de l'humain et les personnes, agricultrices ou agriculteurs, qui font précisément la performance de la sécurité alimentaire en France. »* Celle-ci doit s'apprécier, outre avec les aspects sociaux, environnementaux et sociétaux, toujours à l'aune de critères économiques. *« Nous ne pouvons pas être performants sur le développement durable et avoir une offre alimentaire diversifiée accessible à tous si économiquement nous n'avons pas des systèmes agricoles viables. Et c'est donc toute la question du revenu des agriculteurs, du prix insuffisamment payé par le consommateur. Le problème principal c'est celui-là : depuis cinquante ans, les subventions publiques à l'agriculture n'ont pas bénéficié aux agriculteurs. Les grands gagnants ont été les consommateurs dont je fais partie. »* Il faut que les agriculteurs puissent vivre de leur entreprise surtout si on leur assigne de nouvelles missions stratégiques. L'expert s'est ainsi arrêté sur l'évolution de l'activité agricole et de cette nouvelle

mission de réparation de la planète qui lui est aujourd'hui demandée. *« Si on a augmenté l'espérance de vie, si on a la capacité d'avoir une discussion sur le local, le durable, la qualité et la diversité, c'est parce que, sur la quantité, le job a été fait. »* À côté de la production pour tous, s'invitent désormais des exigences et un débat durable sur le qualitatif qui auront un impact sur le métier : *« On va vers une hyperintensification agricole en connaissances, en savoirs, en expériences, en talents. Demain, pour réussir cette triple performance (quantité, qualité, diversité) et la trajectoire attendue par la classe politique et la société (nourrir et réparer), il faudra à la fois former tout au long de la vie, assurer des renouvellements de compétences, de talents dans l'agriculture, l'industrie et toutes les activités de la chaîne alimentaire. »*

Un travail éducationnel à faire

Il met aussi en garde contre les *« discours sur l'ultra-souveraineté locale, la relocalisation des états d'esprit. Les villages gaulois qui s'opposent, ça n'a jamais donné un vivre ensemble et des projets d'avenir très structurants. »* Comme il n'est pas possible de produire de tout, partout, il faut plutôt jouer la carte des complémentarités. *« Par contre, il faut pouvoir privilégier tous les produits de proximité qu'on peut consommer avec un rapport direct avec les producteurs, en les payant au juste prix – j'insiste – car cela contribue à l'emploi, crée des chaînes de solidarité sociale, fait ruisseler l'économie dans l'environnement et dans les écosystèmes dans lesquels on évolue. Nous avons habitué les consommateurs à acheter des produits de toute la planète douze mois par an à bas prix, un travail éducationnel est à faire aujourd'hui et il doit démarrer à l'école chez les plus petits. »*

Le volet qualitatif et les circuits de proximité ont été illustrés par la présentation de Qualité Landes par Marie-Hélène Cazaubon, présidente de la chambre d'agriculture des Landes. Cette association, créée par le conseil départemental et la chambre d'agriculture, défend sept productions sous signes officiels de qualité : l'asperge des sables des Landes, le kiwi de l'Adour, les vins de Tursan, le canard fermier, les volailles fermières, le bœuf de Chalosse, l'armagnac. Elle affiche une démarche de qualité et de défense de l'origine de ses produits autour de mille agriculteurs exerçant sur un territoire identifié et répondant *« à des exigences bien qui ne sont pas les mêmes dès qu'on franchit les frontières »*. Marie-Hélène Cazaubon signale que *« cette différenciation trouve un public. L'association réunit des entreprises qui peuvent être concurrentes mais pour travailler collectivement à une communication commune, à l'obtention de marchés. Le but de Qualité Landes ? Faire découvrir, faire goûter, faire vendre. C'est simple. »*

Lors de la table ronde a également été abordée la démarche de relocalisation de l'agriculture et de l'alimentation engagée dans le cadre des projets alimentaires territoriaux (PAT), issus de la loi d'avenir de l'agriculture de 2014. Ancrage territorial de la production, consolidation des filières, contribution à l'installation d'agriculteurs, sensibilisation du public sur la qualité des produits, les circuits courts, éducation alimentaire, création de lien entre les différents acteurs, les producteurs, les consommateurs… Ils s'appuient sur un diagnostic partagé entre plusieurs partenaires locaux (collectivités, agriculteurs, acteurs de l'économie sociale et solidaire, entreprises, coopératives…). Des PAT auxquels la MSA pourrait ajouter sa patte. ■

Ils ont dit…

Être un facilitateur

© Gilles Arroyo/CCMSA Image

Christophe Vaille, directeur adjoint de la MSA Alpes-Vaucluse : Les projets alimentaires territoriaux ont une dimension économique, environnementale et sociale. Nous voulons faire en sorte que la MSA puisse être identifiée comme un acteur dans le cadre de cette dimension sociale. Pour cela, nous avons réfléchi un référentiel d'actions national à proposer aux caisses. Il tournerait autour de 3 axes : l'éducation santé, l'éducation des consommateurs, la réduction des inégalités d'accès à une alimentation saine, durable et de qualité. Nous avons commencé à recenser tout ce qui existait déjà : ateliers nutrition, d'éducation physique et sportive, d'éducation thérapeutique du patient… Il faut les faire reconnaître à l'intérieur des PAT. Dans le milieu urbain ou chez les plus jeunes générations, beaucoup ne connaissent pas l'agriculture. Un travail pédagogique est à faire. Là aussi, la MSA propose des animations qu'elle peut adapter. Autre illustration avec les paniers solidaires, une réalisation partenariale entre les CAF et les MSA lancée d'abord dans les Hauts-de-France et qui essaime au niveau national. L'objectif est de répondre aux difficultés que rencontrent certains à bien se nourrir en fournissant des paniers avec les produits d'agriculteurs locaux. C'est aussi une opportunité pour favoriser la meilleure connaissance des aliments. Pour la MSA, le but est d'être un facilitateur. L'accès pour tous à une alimentation saine, et équilibrée est l'un des engagements des pouvoirs publics, l'objectif est justement de le concrétiser.

Aller vers les élus locaux

© Gilles Arroyo/CCMSA Image

Sylviane Pralus, présidente de la MSA Côtes normandes : Nous menons énormément d'actions sur les espaces ruraux, notamment sur les thèmes de l'alimentation et de la santé mais avons du mal à les faire connaître. Les PAT apparaissent comme de belles opportunités pour mettre en valeur nos initiatives.
Nous avons déjà beaucoup travaillé, sur certains territoires, avec la mise en place de contrats locaux de santé, de chartes avec les familles ou avec les aînés. Sur d'autres, nous ne sommes pas impliqués et c'est l'occasion pour nos délégués et nos animateurs d'aller à la rencontre des chargés de mission des PAT. Avec nos 13 760 délégués, on peut mailler les territoires assez facilement. Concrètement, pour ces projets, il y a des référents sur chaque territoire et il faut que nous nous investissions auprès des groupes de travail mis en place. Il y a eu beaucoup de mouvements et de renouvellement dans les collectivités, avec un redécoupage des territoires. Nombre d'élus ne sont pas issus du monde agricole et certains ont une idée toute approximative de ce qui se passe sur les territoires ruraux et de ce qu'y fait la MSA ; il faut que nous allions vers eux.

© Gilles Arroyo/CCMSA Image

Éduquer au bien manger

« La variété alimentaire, c'est la clé »

Jean-Michel Lecerf, nutritionniste à l'Institut Pasteur de Lille, est intervenu sur les grandes fonctions de l'alimentation. En écho, le Dr Christian Pougel, médecin conseil, a retracé les conférences débats organisées par la MSA Sud Aquitaine.

« Il n'y a pas d'aliment parfait. Il n'y a pas d'aliment indispensable. Il n'y en a pas de bon ou mauvais ; certains ont des qualités, certains en ont d'autres ; on doit donc forcément varier notre alimentation. La variété, c'est la clé. » Jean-Michel Lecerf, nutritionniste à l'institut Pasteur de Lille, a livré quelques repères lors de son intervention, en citant un chiffre : 14, pour le nombre d'aliments différents qu'il faut consommer chaque jour, sans excès.

Il a rappelé que, dans notre pays, l'alimentation n'a jamais été aussi saine, aussi sûre qu'aujourd'hui et que nous avons à notre disposition une grande diversité de produits. *« Nous sommes des enfants gâtés, il faut le reconnaître »*, ajoutant que *« les problèmes alimentaires sont d'abord et avant tout dus à des conditions socio-économiques défavorables, qui empêchent des millions de Français de manger correctement, avant des questions de qualité ou de disponibilité. »*

Pour le médecin nutritionniste, l'acte alimentaire a plusieurs fonctions qu'il faut toujours garder en tête : *« La première, c'est de se nourrir pour grandir, entretenir, guérir, pour restaurer, se restaurer. La deuxième, c'est de réjouir et elle est extrêmement importante car c'est elle qui nous pousse à manger. Le plaisir n'est pas quelque chose de facultatif, il est aussi dans l'acte alimentaire. »* Autre fonction, sociale cette fois-ci, celle *« de réunir. Manger sert aussi à parler, à rencontrer les autres. Quand ces trois fonctions ne sont pas rassemblées, il manque toujours quelque chose. »*

Et bien manger, cela s'apprend ; la première porte d'entrée étant celle des parents. *« Faire des courses, aller sur le marché avec les enfants, choisir, sentir, goûter, tester, tour cela est intéressant, comme cuisiner, jardiner avec eux. »* Aider l'enfant à découvrir, développer sa connaissance des aliments permet de créer une relation positive avec la nourriture. Dimension éducative donc, et toujours variété d'aliments.

Des propos appuyés par le Dr Christian Pougel, médecin conseil chef à la MSA Sud Aquitaine, qui est revenu sur les conférences qu'il anime où, là aussi, il donne des clés au public. *« En milieu rural, il y a une autre approche. Les gens sont beaucoup plus pragmatiques. Je n'ai jamais de questions sur des régimes très farfelus. »* Reviennent en revanche systématiquement des interrogations sur l'alimentation bio, le lait, l'alcool, le vin, la viande… Lors de ses interventions, il précise qu'il n'y a pas d'aliment miracle ou poison. *« La nutrition, c'est un ensemble. Il faut dédramatiser. »*

Ils ont dit...

Interventions dans les écoles

Jean-Paul Jaffrès, animateur de la vie mutualiste à la MSA d'Armorique : Nous avions il y a quelques années le projet de créer une action de prévention santé sur l'alimentation. Pour cela, nous avons proposé à nos délégués de participer à un groupe de travail. Les conclusions ont débouché sur une initiative construite avec les médecins conseils et des infirmières en prévention santé en direction des enfants, et plus particulièrement des élèves de CM1-CM2. Il nous semblait important de donner des bonnes règles de comportements alimentaires avant l'entrée en 6e – période où le self-service remplace la cantine scolaire. Ce sont souvent nos élus, connus et reconnus dans leur commune, qui ont contacté les directeurs d'établissement pour proposer cette action. Elle se déroule en 3 phases : deux interventions dans une école suivies d'une conférence, un forum alimentation. Auprès des scolaires, nous mettons en avant quatre éléments essentiels : la connaissance de la pyramide alimentaire, la lecture des étiquettes, la saisonnalité et l'importance de bouger. Le forum, quant à lui, permet de faire la promotion du bien manger à travers différents stands de professionnels. Les élus MSA y sont présents pour expliquer leur métier et parler de leurs productions.

Un «coup de pouce prévention»

Photos : Gilles Arroyo/CCMSA Image

Patricia Saget-Castex, vice-présidente de la MSA Midi-Pyrénées Sud : Il me semble primordial que la MSA en tant que régime de protection sociale se saisisse de la prévention : elle a une mission de service public en matière de santé. Pour cela, elle s'appuie notamment sur ses élus. Ainsi, à travers tout ce réseau, nous sommes en capacité d'observer les besoins sur les territoires et d'être réactifs pour y répondre. Sur notre territoire par exemple, alors qu'on a observé que les enfants avaient pris un peu d'embonpoint pendant le confinement, nous avons organisé au sein d'un établissement d'enseignement avec lequel nous avons conventionné un «Top chef» avec les élèves et leurs parents. Autre exemple, la mise en place de webconférences avec des diététiciennes. Pour répondre aux attentes, nous disposons d'un panel d'outils dont les appels à projets. Le dernier qui a été lancé, «Coup de pouce prévention», s'adresse à tous les acteurs en lien avec la prévention et l'éducation sanitaire et sociale. Il permet un soutien financier et un accompagnement sur la méthodologie et l'évaluation. Une fiche d'intention doit être déposée avant le 31 décembre 2021, les dépôts effectifs de candidatures devant avoir lieu au plus tard le 15 avril 2022 (https://coupdepouce.msa.fr/).

Évolution des pratiques

Mieux utiliser la nature

© Gilles Arroyo/CCMSA Image

Cap sur la transition agroécologique avec Marion Guillou, membre du Haut Conseil pour le climat, et Guillaume Lefort, agriculteur en Seine-et-Marne et président d'#agridemain.

Sujet scientifique, technique, politique, économique, de société, la transition agroécologique vise à utiliser la nature comme facteur de production en maintenant ses capacités de renouvellement. *« C'est un changement de modèle,* affirme Marion Guillou. *Comme pour tout changement de modèle, il est difficile de ne pas le présenter comme une remise en cause du précédent. Je pense que tous ceux qui, à juste titre, pratiquaient celui d'avant se*

sont sentis un peu agressés. Ce qui a changé aujourd'hui, c'est que les facteurs externes exigent d'en faire plus – changement climatique, appauvrissement des sols… »
Pour souligner cette urgence de penser des systèmes de cultures et d'élevage plus résilients, elle a rappelé que peu d'exploitations agricoles en France n'ont pas été victimes ces dernières années, à tour de rôle – selon le type d'exploitation, la région – du changement climatique, de la variabilité imprévisible des aléas. Une transformation lourde et de long terme se dessine, avec une approche d'ensemble qui a aussi des retentissements sur l'enseignement, la manière de conseiller… Une transformation compliquée car il n'y a pas de réponse unique : *« Il y aura plusieurs types d'agroécologie, en fonction du territoire, des cultures... Par contre, il faut que le cahier des charges soit reconnaissable par le consommateur pour donner de la valeur. Le bio est une des voies qui permet d'utiliser les ressources et fonctions de la nature, mais il ne faut jamais être exclusif. Même en bio, il y en a qui font plus d'agroécologie que les autres. »*
Guillaume Lefort est agriculteur dans le sud de l'Île-de-France sur une exploitation de polyculture – céréales, orge brassicole, betterave sucrière, plantes aromatiques. *« Je viens de faire ma onzième récolte. En plus, je suis capteur de carbone, producteur d'énergie et émetteur d'ondes positives. Pour moi, la ferme est porteuse de solutions plus que de problèmes. Notre premier support d'activité, c'est notre terre. On ne la changera jamais, il est donc important de la protéger. Son environnement, c'est la population autour. »*
Il rappelle que, dans l'agriculture, il a fallu prendre un virage important pour nourrir à la sortie de la guerre. Aujourd'hui, le changement est motivé par de nouvelles attentes sociétales. *« Une grande partie de la population veut être plus que consommateur mais acteur. Mais les cycles agricoles sont très longs. Et c'est souvent difficile à faire comprendre au monde politique et aux consommateurs. »* Il indique que l'agriculture a connu beaucoup d'évolutions dans les dernières décennies, qu'elle est plus riche et diverse. *« Il est nécessaire de communiquer pour faire connaître son métier. C'est un peu le travail que nous faisons chez #agridemain : accompagner et inciter un maximum d'acteurs agricoles (sur l'amont et l'aval) à prendre la parole et expliquer les spécificités, la richesse de l'agriculture et des territoires, de montrer qu'il n'y a pas un modèle agricole mais une diversité. »*

Ils ont dit...

Accompagner en complémentarité

© Gilles Arroyo/CCMSA Image

Laurence d'Aldeguier, présidente de la MSA Midi-Pyrénées Sud :
La MSA est en capacité de fournir un appui, notamment au niveau de la santé-sécurité au travail (SST). Les préventeurs peuvent se rendre sur les exploitations pour aiguiller les agriculteurs dans leurs transformations, idées, innovations. Lors de nos travaux, l'impact de la transition sur la charge mentale est ressorti. Nous devons aider à la réflexion sur celle-ci pour permettre de trouver une qualité de vie au travail. Cet accompagnement pourrait se faire aussi grâce à des ateliers. Le premier auquel je pense est celui de L'Avenir de soi : des petits groupes d'agriculteurs sur un même territoire essayant ensemble de regarder comment apprivoiser cette charge mentale. Le numérique, de plus en plus présent dans nos exploitations, fait partie de cette révolution agricole et doit être intégré : il y a des agriculteurs de tous âges avec des connaissances plus ou moins importantes au niveau informatique, voire peut-être certaines peurs.

Simplifier pour gagner en efficience

© Gilles Arroyo/CCMSA Image

Alexandre Béra, administrateur de la MSA Gironde :
L'accompagnement technique, économique et social est indispensable. Les personnes qui souhaitent se lancer vont se retrouver face une multitude d'intervenants. Si la MSA veut être acteur, elle pourrait s'engager dans la mise en place de référents sur la transition agroécologique, porte d'entrée sur le sujet.
L'exploitant peut être submergé par l'approche administrative. Pourquoi pas un référentiel listant tous les intervenants qui peuvent l'aider dans sa transition au niveau local mais également national, rassembler tout ce qui existe en termes d'accompagnement et d'aides financières pour mieux faire connaître les appuis possibles, simplifier le parcours et permettre de gagner en efficience. La MSA doit aussi être présente au niveau des lycées agricoles, des maisons familiales rurales (MFR) pour être identifiée par les prochaines générations comme partenaire dans cette évolution.

Installation en agriculture

Assurer la relève

Dernière table ronde consacrée au renouvellement des générations avec Bertrand Coly, rapporteur pour le Conseil économique social et environnemental (CESE) du rapport *Entre transmettre et s'installer, l'avenir de l'agriculture,* et Audrey Bourolleau, cofondatrice du campus Hectar, avec l'homme d'affaires Xavier Niel.

Franchir le pas de l'installation en agriculture est un projet de longue haleine pour rejoindre un métier exigeant des compétences variées. Or, l'arrivée de nouveaux entrants ne compense pas le nombre de départs, alors que leur rôle est indispensable dans tous les territoires pour garantir la souveraineté et la sécurité alimentaire et renforcer le dynamisme des zones rurales. *« Ce n'est pas une question récente,* lance Bertrand Coly. *Pour autant, il y a un enjeu nouveau d'ordre démographique et en raison des différents défis devant nous – environnemental, social, économique. »* Il assure que l'entrée dans ce secteur d'activité a été pensé par la profession agricole, notamment avec le parcours à l'installation. *« Par rapport à la nouvelle donne – porteurs de projets venant d'horizons différents, femmes, personnes non issues du métier agricole…, ces outils-là ont du mal à répondre. D'autres acteurs se sont positionnés sur ces questions et les nouveaux installés disent la complexité de s'y retrouver. »* Si l'installation a été pensée, balisée, *« la transmission est jusque-là un angle mort. La MSA est au carrefour des acteurs et peut les mettre autour de la table ».* Autre dimension sur laquelle elle peut avoir un rôle à jouer, l'accompagnement des cédants sur le volet psychosocial : *« Il est extrêmement difficile de voir partir dans d'autres mains son exploitation, l'outil qu'on a façonné, et d'imaginer le voir se transformer. Il y a besoin d'un accompagnement. »* Pour éclairer la problématique de l'arrivée de nouveaux agriculteurs dans le métier, est également intervenue Audrey Bourolleau, cofondatrice du campus Hectar [voir interview page 25], *« une* business school *agricole. Ce qu'on fait au quotidien, c'est la formation de chefs d'entreprise sur des projets intégrant les dimensions économique, sociale et environnementale ».* Modélisation des structures économiques, réflexion sur la chaîne de valeur intégrant l'amont et l'aval, le temps de travail… Hectar cherche à éclairer les porteurs de projet sur l'aventure dans laquelle ils se lancent. Car, outre le défi de nous nourrir, ces entrepreneurs du vivant vont rejoindre un métier qui se transforme et seront aussi des employeurs locaux, des acteurs économiques et sociaux de leur territoire. Le campus accueille également un élevage laitier pilote, qui sert de support à une réflexion sur l'amélioration des conditions de travail et la levée des freins au maintien de l'activité d'élevage laitier. *« Sur la santé-sécurité au travail, on est en train de travailler avec la MSA Île-de-France. Faire des choix dans ce domaine en s'interrogeant sur ce que ça peut apporter au chef d'entreprise, c'est une question qu'on essaie de documenter. Il y a un vrai besoin de la MSA pour pouvoir organiser la décision. Tous les jours on fait des choix d'investissement économique, il faut pouvoir les objectiver. »*

Ils ont dit...

Des élus MSA référents

© Gilles Arroyo/CCMSA Image

Isabelle Coué, présidente de la MSA Portes de Bretagne : Nous avons réfléchi à ce qui pourrait nous aider à valoriser l'offre de la MSA pour faciliter l'installation. L'idée est de nous appuyer sur notre réseau d'élus présents sur les territoires et de les former pour en faire des référents installation/transmission. Ils sont au plus près des projets et en contact direct avec leurs pairs, futurs installés et cédants. Nous voulons les outiller pour leur permettre de bien maîtriser ce que nous proposons, notamment en matière de santé-sécurité au travail (conception et aménagement des bâtiments, équipements améliorant les conditions de travail...). Les nouveaux entrants sont souvent confrontés à une surcharge de travail ; il est important de faire connaître ce qui peut être facilitateur. Il faut aussi apporter des solutions au cédant, le sensibiliser à la transmission dans la douceur sur plusieurs années, grâce aux dispositifs existants tel que celui de l'emploi-retraite.

Partage d'expérience

© Gilles Arroyo/CCMSA Image

Grégoire Petit, président de la MSA Haute-Normandie : Nous avons la chance d'avoir une administratrice de 24 ans qui vient de s'installer. L'idée a germé de la faire témoigner, auprès de jeunes qui envisagent de faire de même, pour décrire son parcours. L'échange, organisé en visioconférence en raison du contexte sanitaire, a eu lieu en mars 2021. Nous avons ciblé des classes. Une vingtaine de jeunes se sont aussi inscrits directement sur notre site. Le but était la mise en relation, afin que notre élue explique comment elle a réalisé cette installation – sur l'exploitation de son père, aujourd'hui en agriculture biologique. Beaucoup de questions sur les étapes, le financement, les choix... Celle de la conciliation entre la vie professionnelle et la vie familiale est revenue plusieurs fois. Nous avons aussi précisé ce que la MSA peut apporter pour faciliter l'entrée dans le métier.

Philippe Moinard, président de la commission d'action mutualiste et de la commission de préparation de ces Journées nationales, a rappelé que l'implication des élus, richesse de la MSA, favorise le vivre ensemble.

Tous en ordre de marche

« Mutualisme, santé, alimentation »

Pour faire suite aux travaux des Journées nationales, Philippe Moinard a annoncé le lancement en 2022 d'une action commune du groupe MSA, pendant une semaine, sur le thème de la souveraineté alimentaire.

Pas facile de préparer un événement comme les Journées nationales alors que la crise sanitaire a rendu les rencontres impossibles pendant des mois. *« C'est grâce à des visio-conférences que nous avons pu réfléchir ensemble au thème et à le décliner en quatre tables rondes »*, a précisé Philippe Moinard. Il a aussi indiqué que la MSA, très active sur le terrain en matière de prévention santé et d'initiatives sur la nutrition et le bien manger, a cependant *« beaucoup de mal à faire connaître ses réalisations »*. C'est pourquoi, afin de leur donner de la visibilité, une action commune est imaginée. *« Notre challenge pour 2022 sera une semaine de la MSA autour de la souveraineté alimentaire. »* Et divers projets sont déjà étudiés, dont l'un autour de la Semaine du goût.

« Pour qu'elle soit bien menée, une action doit être datée, chiffrée et réalisable. Toutes les caisses, caisse centrale comprise, lanceront cette action commune l'année prochaine, qui se tiendra la même semaine pour tous. Cela doit nous aider à être percutants et à montrer qu'on est là. On la chiffrera avec la participation de nos délégués, des salariés, de nos structures associatives et de nos établissements. »

Animé par ses valeurs de solidarité et de proximité, le régime de protection sociale agricole s'investit au quotidien dans la lutte contre la précarité, contre les problèmes sanitaires et sociaux, sur le terrain de la prévention, avec la volonté d'apporter des services dans les territoires ruraux. *« Toutes nos initiatives locales contribuent au vivre ensemble et c'est ce que nous voulons faire, vivre ensemble. MSA – mutualisme, santé, alimentation – ce sera le thème de notre action commune »*, a-t-il conclu.

© Gilles Arroyo/CCMSA Image

3 questions à…

© Gilles Arroyo/CCMSA Image

Audrey Bourolleau,
fondatrice du campus Hectar

Pouvez-vous nous présenter Hectar ?

C'est un campus sans équivalent. Sa vocation est d'éclairer et d'apporter des solutions au monde agricole qui est confronté à deux grands enjeux : le renouvellement des générations avec 160 000 fermes à reprendre d'ici trois ans, et le réchauffement climatique. Sur 600 hectares, à 30 minutes de Paris, des personnes qui ne se croisaient pas ou peu se rencontrent et peuvent réfléchir ensemble ! C'est un centre de formation orienté entrepreneuriat agricole, une ferme en polyculture de céréales-élevage, un centre Agritech IA [intelligence artificielle] regroupant des codeurs et des développeurs, un accélérateur de start-up avec des espaces d'expérimentation, et une maison pédagogique qui accueille les scolaires pour les sensibiliser à l'agriculture de la fourche à la fourchette. Hectar est un écosystème unique avec un socle de valeurs solide car les projets agricoles qui nous sont soumis doivent être viables sur le plan environnemental, économique et social. Les enjeux sont immenses. Nous voulons faire notre part. Il faut donc inventer une nouvelle façon d'avancer !

Vos étudiants viennent de faire leur première rentrée. Quel est le portrait de cette nouvelle génération d'entrepreneurs agricoles ?

Nous avons identifié des profils variés. Une partie des troupes évolue déjà dans le milieu agricole au sens large et se retrouve face à des défis de reprises d'exploitations familiales. D'autres ont eu une première vie professionnelle sans aucun rapport avec leur projet actuel : ce sont les fameux néoruraux. Ils sont tous les bienvenus chez Hectar ; chacun peut trouver sa place. Ces profils montrent que le secteur agricole reste attractif contrairement à ce que l'on pourrait penser. Cependant, nous voyons bien que les questions qui se posent sont celles du sens, des équilibres de vie, et du niveau de revenus. Les futurs chefs d'entreprises agricoles abordent leurs projets avec des exigences différentes de la génération précédente. Un dénominateur commun : le respect de l'environnement est au cœur des initiatives.

Nous avons aussi une équipe de codeurs présente sur site depuis début octobre. Chacun a son parcours propre, mais tous, à l'image de leur génération de jeunes trentenaires, ont une conscience aiguë des enjeux environnementaux et veulent être utiles. Codeurs et ingénieurs informatiques sont à l'origine de mutations profondes de notre monde : ils développent des algorithmes, des lignes de codes, des systèmes qui apportent des réponses et des solutions aux défis qui se présentent à nous. La tech et l'agriculture sont déjà en train de se rapprocher. Il nous faut accélérer et répondre à un marché de l'emploi très dynamique.

Pourquoi participez-vous aux journées nationales MSA en débattant à une table ronde sur le thème du renouvellement des générations en agriculture ?

L'innovation sociale est le grand défi du secteur, aussi bien pour les futurs chefs d'entreprises agricoles que pour les salariés. La façon dont les prochaines générations veulent travailler dans ces métiers est essentielle. Équilibre de vie, organisation du temps de travail, santé au travail, management, gestion des carrières et des talents sont des thématiques au cœur du projet Hectar.

Propos recueillis par **Alexandre Roger**

© Marie Molinario/Le Bimsa

Concours J'aime ma terre

Minichargeur, macrolophus et œuf géant

J'aime ma terre, organisé par Solidel, association MSA qui accompagne les travailleurs handicapés du secteur agricole et des territoires ruraux, a récompensé ses lauréats 2021 le 21 octobre dernier, en présence de sa marraine, Sophie Cluzel, à Bobigny. Pour cette 2e édition, le concours, qui met en lumière les savoir-faire et la créativité des travailleurs d'Esat et d'entreprises adaptées agricoles, les initiatives originales et passionnées se succèdent.

« Je suis une marraine heureuse, car il n'y a pas de plus beaux moments que de remettre des prix qui valorisent tout simplement la compétence des personnes. Vous faites un boulot formidable, et il faut le dire haut et fort », lance Sophie Cluzel, secrétaire d'État chargée des Personnes handicapées auprès du Premier ministre, lors de la cérémonie. Le gouvernement a d'ailleurs lancé en ce sens le 18 octobre dernier une campagne de communication («Voyons les personnes avant le handicap») afin de libérer la parole sur les handicaps invisibles, qui représentent 80 % d'entre eux. *« Une façon de faire tomber les préjugés et de rappeler que c'est la première cause de discrimination dans l'emploi. »* Avec leurs projets innovants et créatifs, les lauréats de «J'aime ma terre» font voler en éclats ces préjugés.

Prix Méthodes culturales vertueuses
Au cœur de la nature,
Esat Biocat (Gétigné, Loire-Atlantique)

L'équipe maraîchage de Biocat s'est investie dans une démarche de respect de l'environnement et de bien-être au travail. Tous les matins, Armel, Damien, Laura,

© Esat Biocat

Maxime et Yolande exécutent un réveil musculaire dans la bonne humeur avant de s'occuper de leurs six hectares de fruits et légumes bio. Ces produits se retrouveront sur les étals de la boutique ou à la cuisine de l'Esat, qui accompagne 87 personnes. *« Ici, on n'a pas de pesticides,* explique Yolande dans la vidéo de présentation du projet. *Pour protéger des maladies, on utilise les moyens biologiques comme des auxiliaires. Là je mets des macrolophus* [punaises mangeuses d'insectes ravageurs] *sur les tomates. »* De nouvelles techniques de travail inspirantes pour cette équipe soudée et très fière de ses produits qui a ainsi développé ses compétences.

Sur le web
Retrouvez le palmarès et les vidéos sur :
solidel.fr/concours-jaime-ma-terre-decouvrez-les-laureats

Prix Outils et techniques au service de l'homme
Minichargeur,
Esat du Château d'Auvilliers (Artenay, Loiret)

© Esat Château d'Auvilliers

Le bien-être de ses travailleurs, l'Esat du Château d'Auvilliers en a fait une priorité mise en avant pour le concours. L'équipe de l'atelier floriculture portait quotidiennement de nombreux sacs lourds de 45 litres de terreau. Des charges répétitives qui devenaient difficiles à assurer. Afin de préserver leur santé et prévenir les TMS, l'Esat a investi dans un minichargeur permettant de transporter le terreau en vrac sans se baisser. *« Ça nous simplifie la vie ; on se fait moins mal au dos ! »*, confirme Vincent, qui a appris à manier l'engin, comme ses collègues. *« C'est aussi pour des raisons écologiques, car on utilisait avant plus de 2 000 sacs non biodégradables par an »*, ajoute Morgane. Deux thèmes qui ont tout de suite séduit le jury.

Quatre femmes et une île

À l'occasion de la semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées, Solidel dévoile une série de quatre podcasts qui donnent la parole à Ludivine, Patricia, Sophie et Valérie, travailleuses en situation de handicap à l'Esat du village de vacances AVMA Les Quatre vents, sur l'île de Noirmoutier. Scolarité, expériences professionnelles, travail en cuisine, en salle, en blanchisserie, loisirs, amours, confinement, regard des autres… Elles partagent leur quotidien et leurs passions au micro de Catherine de Coppet et Lucile Aussel. Les programmes sont disponibles sur toutes les plateformes et sur solidel.fr/podcast-4-femmes-une-ile.

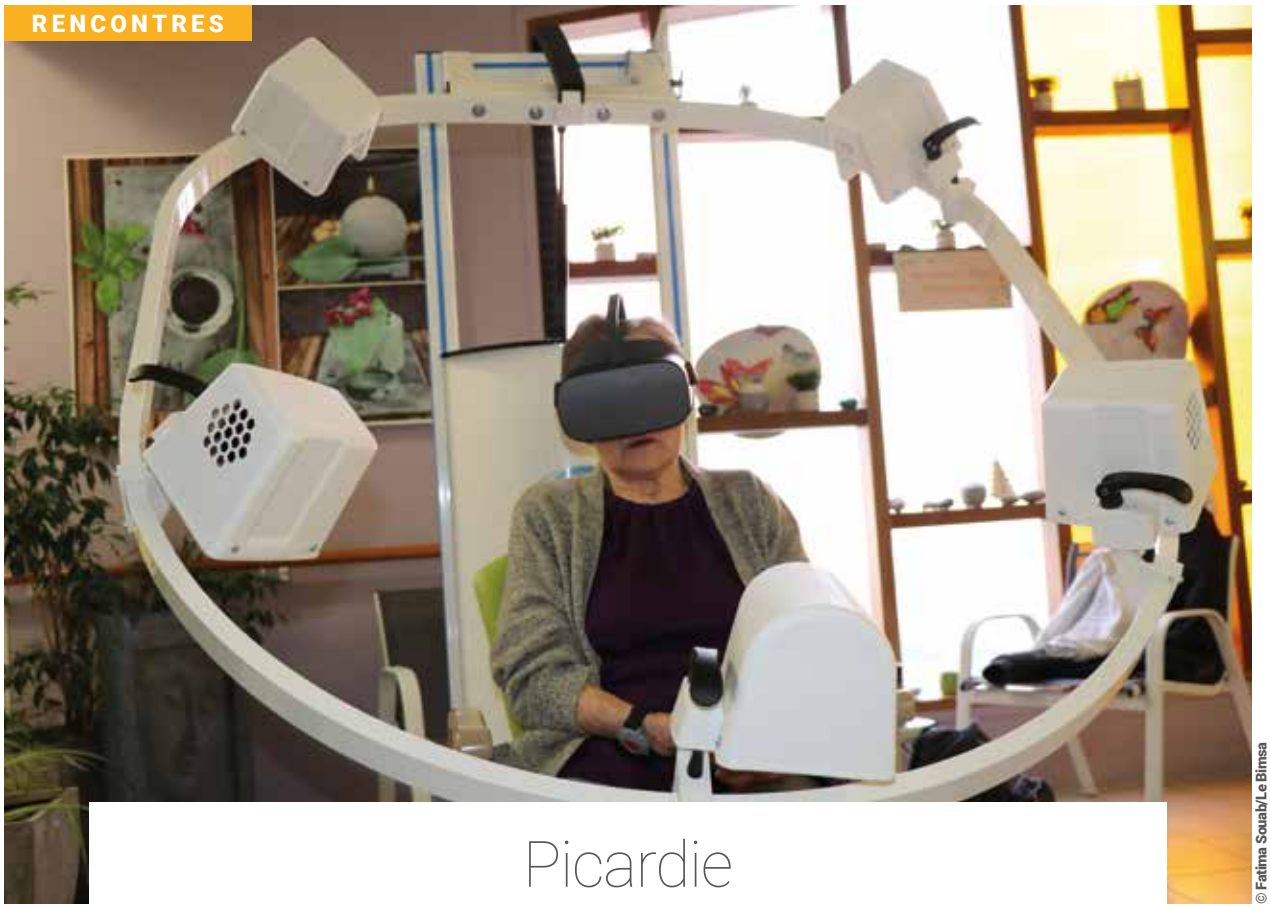
Prix Productions atypiques
L'œuf ou la poule,
Esat de la Ferme de Chosal (Copponex, Haute-Savoie)

De l'atypique, la ferme de Chosal n'en manque pas. *« C'est un grand laboratoire où chacun peut utiliser son imagination »*, indique Remi Algis, paysagiste expert en permaculture, membre du jury. Le projet : un œuf en mosaïque géant. L'Esat, qui cultive fruits et légumes, nourrit les corps mais aussi les esprits grâce à ses sentiers Art et nature, comme aime le rappeler son directeur, Jorris Santalucia. *« Nous sommes labellisés pôle de Land art départemental. Ainsi, à raison d'une journée par semaine dans la période basse de production, des ouvriers ont accompagné notre directrice artistique dans la réalisation de cette œuvre collective. »* Sandra fait partie des volontaires : *« C'est un travail de patience de plusieurs mois, on a collé les mosaïques avec des assiettes cassées de toutes les couleurs. »* Avec ses deux mètres de haut, il est devenu l'emblème du nouveau parcours Sens et découverte. *« Cet œuf est magique, cosmique et précieux,* affirme Annabelle Bouchet, directrice adjointe, qui témoigne en vidéo, *à l'image des ouvriers qui l'ont créé. »*

Une magie qui invite à la rencontre, ce que tous ont ressenti lors de leur séjour parisien, une première pour certains. Nos lauréats pourront bientôt visiter un monument historique de leur territoire et ses jardins, en compagnie du chef-jardinier des lieux. Et pour marquer le coup, les autres équipes participantes (les Esat Sud Loire, Les Hardys Béhélec, du Château Bellevue et La Cézarenque) ne repartent pas les mains vides puisqu'elles ont profité d'une visite de l'Arc de Triomphe.

Marie Molinario

Photos : La ferme de Chosal



© Fatima Souab/Le Bimsa

Picardie

Ateliers concept crash à la Marpa Les Aïauts

Du voyage dans le temps ou dans le monde à l'aide de simples lunettes 3D, c'est l'une des aventures que les pensionnaires de la Marpa Les Aïauts à Feuquières-en-Vimeu (dans la Somme) ont vécu le 22 octobre à l'occasion de rencontres avec cinq porteurs de projets venus exprès pour soumettre leur innovation à leur avis. La journée Open lab est organisée par le réseau de la Silver Valley qui fédère des entreprises de la Silver économie en partenariat avec la fédération nationale des Marpa (maison d'accueil et de résidence pour l'autonomie).

« Ça ne m'intéresse pas », assène Germaine au porteur de projets, Nicolas Schottet, qui présente une carte payante baptisée «Payelo». Celle-ci peut être prêtée aux intervenants à domicile (auxiliaire de vie, femme de ménage) pour couvrir les dépenses courantes nécessaires lors de leur mission. Avec ce mode de paiement, il n'y a plus le risque d'un abus de leur part puisque l'argent reste sous contrôle des aidants familiaux qui les sollicitent et qui sont les destinataires de l'invention, gérable depuis une application. Les sommes dépensées sont vérifiées et la carte est alimentée dès qu'elle se vide. Les arguments de la *« confiance et de la sécurité »* promises par cette innovation ne font guère mouche chez nos testeurs de 80 printemps et plus, peu disposés à s'en laisser conter. Et ils le montrent avec une franchise dont la vivacité et la vigueur n'ont d'égales que celles des enfants. La vérité si cruelle parfois ne sort donc pas seulement de la bouche des gamins. Pour cet après-midi d'ateliers baptisé «concept crash», elle emprunte celles des papis et mamies de la Marpa de la résidence Les Aïauts où ils vivent.

Imperturbable, le jeune homme continue d'égrener de sa voix douce les avantages apportés par sa carte payante sécurisante. Derrière le rejet, percent la peur d'être roulé et l'évidence qui crève les yeux : la carte n'est pas faite pour eux puisqu'ils résident dans une Marpa, une maison d'accueil et de résidence pour l'autonomie. La structure se charge de les accompagner pour tous ces services du quotidien. À l'écoute, elle veille au grain et au bien-être de ses pensionnaires qui peuvent la solliciter s'ils le souhaitent. Le souci de leur sécurité comme de leur confort sont autant de prestations dispensées par ces petites structures originales, imaginées par la MSA au milieu des années 1980 pour offrir dans les territoires ruraux des alternatives à l'hébergement traditionnel proposé en établissements médicalisés et en maisons de retraite.

« On ne manque de rien ici : on n'en a pas besoin », répète Germaine qui plonge ses yeux avec insistance dans ceux du porteur de projet comme pour lui tenir

tête. Elle est « vieille » peut-être mais elle n'a encore pas perdu toute sa tête, pressée de voir l'énergumène remballer sa marchandise et s'en retourner chez lui. Tandis que Germaine s'agite de colère sur son siège, sa voisine de table, Astrid, lance des coups d'œil apitoyés au jeune homme, quasiment un gamin. Comme un reste d'instinct maternel encore vivace en elle, elle hoche la tête pour exprimer son refus. Et l'air désolée, elle confie qu'en fait, sa situation ne lui permet pas de prendre la carte. *« Je suis sous curatelle. Je ne peux pas. L'argent, ce n'est pas moi qui gère »,* soupire-t-elle laissant entrevoir sa fragilité. La maison de retraite à taille humaine s'occupe de ses pensionnaires aussi sur cet aspect. Chacun occupe son logement en toute autonomie. Les services prennent en compte leur âge, leur désir et leur niveau d'autonomie. Les résidents ont opté pour ce cadre de vie. Ils disposent de la tranquillité d'esprit de ne pas avoir besoin de ce type de carte. Face à Nicolas Schottet, ils éprouvent le soulagement de ne pas être contraints d'y recourir.

Le porteur de projet ne se formalise pas de la virulence des réactions. Il est venu pour ça : se confronter aux jugements acérés et impertinents de potentiels clients et ou éventuels utilisateurs. Ces retours sont comme du pain béni dont il compte tirer parti pour ajuster le tir côté public visé et même discours à tenir. Ce travail est encore possible. La carte est en phase de rodage (https://payelo.io). Son lancement est prévu au premier trimestre de l'année 2022.

L'expérience pour Hélène Boulet-Supau, une entrepreneuse diplômée de l'Essec, est similaire. Elle est venue présenter son projet Educawa, une entreprise de l'économie sociale et solidaire, qui a pour objectif de favoriser la transmission par les seniors aux enfants. L'idée est de proposer de coacher les grands-parents, désireux d'occuper leur temps à l'aide aux devoirs des enfants. Pour elle, la confrontation tourne court très vite. Les résidents de la Marpa ne sont pas sa cible. Ils ont des petits-enfants qui ont dépassé les vingt ans et n'ont plus besoin d'être accompagnés scolairement. Cependant la rencontre a lieu ailleurs, avec les publics autour, par exemple les personnes intervenues à la table ronde du matin. Des liens se sont noués appuyés par les échanges de cartes de visite. L'événement lui a donné l'occasion *« de mieux comprendre l'écosystème de la Silver économie et d'en rencontrer les principaux acteurs. »*

Retrouver des souvenirs

« On est sur le pont des merveilles », s'écrie Irène qui se retrouve à Venise en cette journée ensoleillée d'automne à bord d'une gondole à descendre dans les tréfonds du passé sitôt chaussé des lunettes 3D, reliée à une tablette qui diffuse la vidéo de la ville des amoureux, le tout couplé à une « capsule immersive multisensorielle » de réalité virtuelle, un dispositif impressionnant sur roulette. La vue, l'ouïe, l'odorat et le toucher sont sollicités. À mesure que défilent les images, des microgouttelettes d'huiles essentielles sont diffusées selon ce qui est évoqué. Sur le même principe, du souffle chaud et froid interviennent aussi pour activer les sensations de toucher, en s'adaptant au contenu des scènes. C'est l'occasion pour Irène d'effectuer une virée accélérée dans les 88 années de sa vie passée et d'y retrouver des souvenirs liés à l'Italie et à la célèbre ville de ponts et de canaux. Elle en a exploré les moindres recoins avec son mari, disparu il y a peu. Elle sourit heureuse de renouer avec ces moments si forts pour elle. La machine, telle une Madeleine de Proust actionnable sur télécommande, ressuscite ce temps perdu. Irène se détend, oubliant Feuquières-en-Vimeu, la Marpa, les copines de la résidence. Maxence Gasovki et Guillaume Lucas, présentant le dispositif, peuvent se réjouir : la capsule « de voyage » est une capsule de bonheur même de courte de durée. Les idées tristes sont mises de côté le temps de l'aventure offerte par l'équipement, déjà utilisé par quelques Ehpad et des centres de soins palliatifs. Pendant quelques minutes, Irène s'est détendue, donnant libre court à une émotion dont elle est aujourd'hui bien éloignée. Cette dose d'euphorie apaise mais n'empêche pas la réalité de reprendre ses droits une fois le test passé. *« C'était bien. C'est sûr. »* Mais retourner aujourd'hui dans ce pays ne la tenterait pour rien au monde. *« Je préfère aller au cimetière voir mon mari et mon petit-fils décédé il y a huit jours »,* confesse-t-elle la voix étreinte par la douleur. Peu de temps après, Irène ressasse sa peine. L'émerveillement de tout à l'heure est bien loin. Mais pour Guillaume Lucas, il ne faut pas se tromper sur la vocation de cette capsule : elle ne guérit ni ne soigne. Elle apporte de la détente et de la relaxation. Elle peut être utilisée dans des séances de yoga. En ce moment, sa start-up, Virty Sens, travaille à une déclinaison de l'outil autour de quatre thèmes. *« Quatre études sont en train d'être menées sur les troubles cognitifs, sur la maladie d'Alzheimer, sur la sexualité et sur la rééducation déployée après un AVC »,* précise-t-il.

Le porteur de projet Vincent Gérard, ancien journaliste de France 3, utilise aussi les images 3D dans son invention, développée par sa start-up Live Out. Son équipement est enfermé dans une jolie valise transportable un peu partout. Dedans un casque de lunettes 3D et la tablette à laquelle il est connecté qui contient une bibliothèque de vidéos proposant des expériences inédites comme le saut en parachute, la conduite d'un hélicoptère ou la visite d'une ville du coin. « *La stimulation par image,* explique Vincent Gérard, *cela peut avoir un intérêt en termes de création de lien entre les gens. On a développé ce système-là dans un Ehpad pendant un an en soumettant les solutions aux résidents et en les validant avec eux pour voir ce qui les intéressait. »*

Et la preuve, le test du saut en parachute met de l'ambiance. Il arrache chez les testeurs cris, hurlements de peur, soupirs et éclats de rire. Germaine, tout à l'heure méfiante, se laisse tenter. Mais incapable de maîtriser sa panique, elle retire très vite les lunettes. Lorsque Henry, le seul homme du groupe, s'y essaie à son tour, il n'échappe pas aux railleries des femmes qui l'entourent. À les entendre, Henry aurait bien aimé voir des images de jolies femmes en 3D. Très vite le héros de l'atelier, c'est lui. Il admet, un brin coquin, qu'il n'aurait rien trouvé à redire si de telles images lui avaient été proposées. L'aveu délie les langues. Les femmes aussi auraient bien reluqué des chippendales en 3D. Si la séquence légère en amuse plus d'un, elle n'en demeure pas moins instructive pour le porteur de projet. Peut-être a-t-il entendu le besoin exprimé par les utilisateurs sur cette thématique. En tout cas, le promoteur de la capsule est déjà positionné sur le créneau. À quand des ateliers concept crash érotique pour les seniors ?

Fatima Souab

RENCONTRES

MSA des Charentes

Interfacéa, acteur de l'emploi

© DR

Favoriser le maintien à domicile des personnes âgées est au cœur de la loi d'adaptation de la société au vieillissement. Encore faut-il trouver le personnel qualifié pour s'occuper de nos aînés. Pour remédier aux soucis de recrutement, la MSA des Charentes a créé la plateforme Interfacéa et le salon des métiers de l'aide à domicile.

Pas de problème de jauge, ni de passe sanitaire pour le premier événement organisé par Interfacéa, le jeudi 21 octobre. 100 % digital, le salon des métiers de l'aide à domicile, soutenu par la région Nouvelle-Aquitaine, le conseil départemental de Charente-Maritime, la MSA des Charentes et MSA services, a été l'occasion pour toutes les personnes intéressées de découvrir les métiers de l'aide à domicile, les formations, les parcours et les différents acteurs du secteur.

De 9 à 17 heures, les participants ont pu circuler librement et gratuitement dans l'espace salon du site dédié à l'événement (https://salon-aide-domicile-17.fr/) afin d'échanger en direct avec des professionnels sur leur stand (Interfacéa, région Nouvelle-Aquitaine, département de Charente-Maritime, mission locale, espace régional d'information de proximité [Erip], Pôle emploi).

Les lycées de Jonzac et de Doriole, la MFR 17 ainsi que des établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA) étaient également de la fête pour présenter les différentes formations.

Tout au long de la journée, des ateliers sous forme de live d'une demi-heure, animés par des professionnels (aide à domicile, responsable de secteur centre communal d'action sociale [CCAS], Pôle emploi, mission locale, Interfacéa…), étaient proposés sur des thématiques comme «Je parle de mon job», «Conditions de travail», «La formation», «Du recrutement à l'évolution de carrière» ou «Soutien à l'emploi».

Ce salon virtuel s'est clos par le débat Facebook live, «Aide à domicile, un métier d'avenir ?» où Jean-Claude Goudineau, vice-président du département de la Charente-Maritime en charge de l'autonomie, Stéphanie Valéri, vice-présidente en charge de l'aide à domicile, Patrick Couillaud, président MSA des Charentes et Groupe MSA services dont Interfacéa, et Aurélie, auxiliaire de vie sociale, ont partagé leur expertise et leur point de vue sur les problèmes auxquels la filière fait face.

En effet, si ce salon et la plateforme Interfacéa dont il émane ont vu le jour, c'est en réponse aux difficultés que rencontrent les services d'aide à domicile (SAAD) pour trouver du personnel qualifié. Comme le précise Stéphanie Valéri : *« Accompagner des personnes âgées au quotidien demande plus de mise en recul, de protection de soi-même, de protection de l'autre. Ce n'est pas inné, il faut être préparé et avoir envie d'accompagner. Il faut donc trouver des gens qualifiés qui ont des compétences physiques et psychologiques. »*

Développée par le Groupe MSA des Charentes, via MSA services, la plateforme de services et ressources pour les métiers de l'aide à domicile a pour rôle principal de mettre en lien les acteurs du secteur pour répondre aux enjeux de l'emploi (faciliter les recrutements), de la professionnalisation et de la promotion des métiers du grand âge. *« Interfacéa joue un rôle de fédérateur,* explique Valérie Pouzet, chargée de développement. *Le but est de recenser toutes les informations, les outils et les offres de formation pour les soumettre au demandeur d'emploi que nous recevons et l'orienter vers l'acteur du secteur le plus adéquat. Comme soutien à l'emploi, nous initions et proposons des formations courtes en direction des demandeurs d'emploi mais aussi des salariés. »*

Ainsi, la plateforme s'articule autour de quatre axes, l'intermédiation emploi, la professionnalisation du secteur, la promotion des métiers de l'aide à domicile et le développement de nouvelles synergies, permettant aux candidats et employeurs de bénéficier de conseils et d'un accompagnement individualisé sur l'ensemble du département de la Charente-Maritime.

Car *« face à un métier qui n'est pas délocalisable, la formation est indispensable,* explique Patrick Couillaud. *C'est ce qui a manqué il y a quelques années. Aujourd'hui, l'ensemble des forces en présence a pris conscience qu'il fallait commencer par là. Il faut également que le métier soit mieux connu, mieux perçu et davantage valorisé, notamment financièrement. »*

Frédéric Fromentin

© MSA Midi-Pyrénées Nord

France services

Itinérance et confluences

Le 27 septembre dernier, élus de la MSA Midi-Pyrénées Nord et locaux ont inauguré la structure France services itinérante Moissac Confluences, lancée en avril. Elle sillonne les routes de sept communes du Tarn-et-Garonne pour apporter les services publics au plus près des habitants.

« Quoi de plus logique qu'une France services itinérante pour une terre de confluences ? » Jean-Philippe Viguié, président délégué de la MSA Midi-Pyrénées Nord pour le département, baptise avec fierté en cette fin septembre, en compagnie d'élus locaux dont le sous-préfet de Castelsarrasin, le président de la communauté de communes «Terres des confluences», les maires, et des partenaires, le véhicule qui fait déjà ses preuves. *« L'enjeu est de taille,* continue l'élu. *Il s'agit de cohésion des territoires, d'égalité des chances et de santé publique. Je suis sincèrement heureux qu'avec l'aide des services de l'État, la MSA ait pu porter cette action. »*

Labellisée en avril 2021, avec l'aide de la Banque des territoires, France services itinérante Moissac Confluences propose des permanences dans sept municipalités de la communauté de communes (qui en compte 22) : Angeville, Caumont, Durfort-Lacapelette, Garganvillar, Lafitte, Montesquieu et Moissac, dont deux quartiers prioritaires de cette dernière. Quatre chargés d'accueil de la MSA Midi-Pyrénées Nord, exerçant en binôme, endossent, une semaine sur deux, le rôle de conseillers France services. Grâce à leurs compétences dans le domaine des quatre branches de la Sécurité sociale, ils accompagnent les usagers dans leurs démarches administratives et numériques, et répondent à leurs questions. Une offre de qualité à l'attention de tous les habitants et une réelle réponse de proximité facilitant et renforçant l'accès aux services publics.

« En termes de services, d'actions, d'accès aux droits et à certaines informations, il est important de pouvoir aller au plus près de celles et ceux qui n'ont pas forcément les outils, la connaissance, la facilité de se déplacer, assure Sylvia Pinel, députée du Tarn-et-Garonne, lors de l'inauguration. *Et en cela vous répondez, que ce soit en zone rurale, péri-urbaine ou urbaine dans les quartiers prioritaires, à cette demande et cette préoccupation. Vous êtes désormais des ambassadeurs de cet accès aux droits et aux services dans notre territoire. »*

Et ce n'est pas Jean-Pierre Dilé, président de la MSA Midi-Pyrénées Nord, qui va la contredire. *« Les besoins du secteur géographique de Moissac-Castelsarrasin sont immenses. Avec l'ensemble des partenaires, Carsat, CAF, CPAM, La Poste, Pôle emploi, les ministères de l'Intérieur, de la Justice ainsi que de l'Économie, des Finances et de la Relance, nous répondons à ce défi. Moissac Confluences n'est que le début. »* En effet, le Groupe MSA Midi-Pyrénées Nord mène actuellement des études pour l'implantation de quatre nouvelles structures France services sur les départements de l'Aveyron et du Tarn.

Infos pratiques

- **Pour consulter le calendrier de l'itinérance, rendez-vous sur mpn.msa.fr/lfp/web/msa-midi-pyrenees-nord/france-services**
- **Ouvert : de 9 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 16 h 00**
- **Contact : 06 45 51 36 83 – franceservices.confluences@mpn.msa.fr**
- **Un accueil France services fixe, porté par la sous-préfecture, se situe à la Maison de l'État à Castelsarrasin, au 44 rue de la Fraternité. Plus d'infos au 05 63 22 85 98 ou pref-franceservicescastelsarrasin@tarn-et-garonne.gouv.fr**

Je suis profondément convaincu de la pertinence du modèle MSA et je suis déterminé à le conforter. Ses atouts sont nombreux et ils répondent parfaitement aux attentes de nos concitoyens.

Julien Denormandie
ministre de l'Agriculture
et de l'Alimentation.

© Hugo Lebrun

Assemblée générale de la CCMSA

Une année hors du commun

L'assemblée générale 2021 de la caisse centrale de la MSA organisée le 7 octobre au palais des congrès de Paris-la Villette a une nouvelle fois prouvé la santé démocratique de l'institution symbolisée par le vote des délégués des 35 caisses de MSA. Si elle a donné l'occasion au ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation de réaffirmer la volonté du gouvernement de préserver la spécificité du modèle du régime agricole, un sujet central a occupé la majorité des échanges aussi bien à la tribune que dans les allées parisiennes : la nouvelle convention d'objectifs et de gestion (COG) dont la négociation s'achevait au même moment.

« Depuis Paris, nous sommes perçus comme la protection sociale du dernier kilomètre alors que les habitants des territoires ruraux nous identifient comme celle du premier. » En lançant cette phrase à la tribune du grand amphithéâtre du palais des congrès de Paris-La Villette, devant un parterre d'élus issus des 35 caisses de MSA, Pascal Cormery, président de la caisse centrale, a marqué les esprits. Y compris celui du ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, invité de marque de l'événement. Regarder la France depuis la capitale ou à travers les yeux des millions de Français qui vivent sur les territoires ruraux fait en effet toute la différence. Julien Denormandie ne s'y est pas trompé puisqu'il a repris quelques jours plus tard l'expression à son compte lors de la séance des questions au gouvernement du 26 octobre à l'Assemblée nationale, dans la réponse faite à une députée qui s'inquiétait des perspectives de financement des actions de terrain de la MSA à l'issue de l'adoption de cette nouvelle COG. Ce contrat va lier la MSA et l'État jusqu'en 2025. Il fixe les objectifs à atteindre et les moyens à mettre en œuvre pour moderniser et améliorer la performance du système de protection sociale agricole, aussi bien en termes de maîtrise des dépenses que d'amélioration du service rendu aux usagers.

Président, premier vice-président, directeur général de la caisse centrale et même le ministre ne s'en cachent pas, les négociations avec les trois ministères de tutelle qui ont démarré à l'automne dernier ont été *« dures »* mais l'essentiel a été préservé.

« Au terme d'un long processus, souligne Thierry Manten, le premier vice-président de la CCMSA, *au cours duquel nos équipes ont relayé le message de fermeté des élus quant à la nécessité d'aboutir à une COG permettant de déployer nos ambitions pour la population agricole et les territoires ruraux, et ce, conformément aux engagements adoptés dans le cadre de notre plan stratégique MSA 2025, nous aboutissons à la validation d'un document qui consacre l'objectif de baisse d'effectifs le plus faible depuis vingt ans. Je ne peux que saluer ce résultat qui permettra aux organismes du réseau MSA et aux salariés de disposer des capacités d'action à hauteur de nos enjeux, tout en poursuivant les engagements d'efficience auxquels notre sens des responsabilités nous conduit. Mais il est clair qu'un effort supérieur n'aurait pas été acceptable. »* Le document a été validé par le conseil d'administration de la caisse centrale le 13 octobre.

Par rapport aux COG précédentes, la MSA a en effet obtenu une nette décélération de la trajectoire de baisse des effectifs, fixée à – 750 équivalents temps plein (ETP),

contre – 1 300 pour la précédente et – 1 400 pour la COG 2010-2015. À noter également que le transfert de 250 autres ETP vers les activités autofinancées de la MSA permettra aussi de limiter cette baisse. Des créations d'emplois sont également prévues au sein des espaces France services grâce à des financements pérennes de l'État.

« La question des moyens, notamment en effectifs et en frais de fonctionnement, a suscité de longs débats, convient Julien Denormandie. *Mais je tiens à rappeler avec force qu'il n'a jamais été question pour le gouvernement de remettre en cause les spécificités de la MSA, comme le guichet unique ou le maintien de son maillage territorial. Elles sont absolument essentielles. Au-delà des effectifs et de la présence territoriale, les moyens d'actions de la MSA sont consolidés. J'en veux pour preuve la stabilité du budget immobilier ou bien encore l'augmentation de 20 % du budget informatique par rapport à la COG précédente. Cela va permettre la réalisation de chantiers importants. Mais je souhaite également mettre en valeur l'action sanitaire et sociale, qui est une très belle illustration de l'action de la MSA. Comme vous l'attendiez, son budget est en hausse de 11 %. Votre expertise dans de nombreux domaines et votre proximité du terrain font de la MSA un acteur reconnu, que ce soit auprès des retraités, des actifs agricoles en risque de désinsertion professionnelle du fait de leur situation de santé ou d'un handicap, et des familles pour l'amélioration de leurs conditions de vie, ou d'accompagnement du monde agricole pendant les crises. Un effort financier particulier sera également réalisé sur le dispositif d'aide au répit, avec un financement pérenne porté à près de 5 millions d'euros par an. Il permettra de conduire des actions auprès des non-salariés et des salariés. »*

« Je compte sur le gouvernement pour que, une fois la COG validée, il soit procédé rapidement au dégel des recrutements et des budgets, insiste Pascal Cormery en s'adressant au ministre. *La longueur des négociations a rendu d'autant plus dure cette règle du gel, mettant à l'épreuve le fonctionnement de nos caisses. Je ne vous cacherai pas qu'elle nous a interpellés, au regard des conséquences qu'elle a pu engendrer sur la qualité du service que nous devons à nos adhérents. J'irai même jusqu'à dire, Monsieur le ministre, que nous comptons sur vos équipes pour la faire évoluer pour les prochaines négociations… »*

Développer l'action mutualiste

« Notre régime a dû faire face à une crise sans précédent et force est de constater que la MSA a su être au rendez-vous, se félicite François-Emmanuel Blanc, le directeur général de CCMSA. *L'Institution s'est mobilisée dès le début de la crise sanitaire et a su démontrer sa capacité à jouer son rôle d'amortisseur de crise avec la mise en place de mesures d'accompagnement économiques et sociales d'urgence. Avec MSA solidaire, notre esprit de solidarité et d'engagement a également pris la forme de plus de 300 000 actions sur les territoires en réponse aux besoins des personnes les plus fragilisées. Nous avons parallèlement continué à travailler à améliorer l'avenir et la cohésion sociale dans les espaces ruraux. La MSA a ainsi réitéré le choix de la proximité, qu'elle souhaite encore renforcer via notamment son implication en tant qu'opérateur des France services (39 France services portées ou coportées par la MSA et 92 projets en cours), son appui aux professionnels de santé dans la création de structures d'exercice coordonné (64 communautés professionnelles territoriales de santé, maisons de santé pluriprofessionnelles, équipes de soins primaires, centres de santé), le développement de dispositifs innovants dans les domaines de la santé et du social et, enfin, le soutien d'initiatives locales. L'année est marquée également par des avancées sociales majeures à travers lesquelles la MSA a su démontrer son engagement : la revalorisation des petites retraites par la loi dite Chassaigne au 1er novembre, la reprise de dette par la Cades de la branche vieillesse des non-salariés agricoles et la mise en œuvre du fonds d'indemnisation des victimes de pesticides. Mais aussi : l'allongement du congé en cas de décès d'un enfant et la mise en place d'une allocation forfaitaire ; la création d'une allocation pour les aidants familiaux. La MSA reste mobilisée sur les chantiers à venir qui ne manqueront pas : la création de la branche autonomie ; la réforme de la retraite ; le plan vers un "mieux-être" agricole ; l'amélioration de l'attractivité des métiers de l'agriculture… »*

« Nous avons vécu une période compliquée, souligne Philippe Moinard, le président de la commission de l'action mutualiste. *Nous avons heureusement trouvé collectivement les ressources pour mener à bien de belles actions malgré les circonstances mais je crains qu'au réveil on ait perdu quelques délégués, qui se sont découragés parce qu'ils habitent en zones blanches ou qu'ils ne sont pas à l'aise avec les outils informatiques. C'est pourquoi notre objectif est de développer l'action mutualiste dans les trois années de mandat à venir. Ce n'est pas qu'une question de moyens mais aussi d'engagement »,* poursuit-il en annonçant une journée mutualiste nationale le 29 juin prochain en forme de remobilisation des 13 760 délégués de toute la France. *« Nous y ferons le point sur l'organisation de la vie mutualiste dans les caisses et nous réfléchirons à l'animation des territoires. Le but de toute cette réflexion est l'adoption d'une charte de la vie mutualiste qui nous engagera tous, du premier au dernier kilomètre. »*

Alexandre Roger

Dernière assemblée pour le médiateur

Roland Baud quittera son poste à la fin de l'année à l'issue de son second mandat de médiateur de la MSA. Fin connaisseur du monde agricole, l'ingénieur agronome a construit toute sa carrière au service du monde rural et des agriculteurs avant d'être nommé médiateur de la MSA le 1er janvier 2016.

À son arrivée, seulement 400 dossiers sont traités par an par le médiateur de la MSA contre 1 743 en 2020 et environ 2 100 en 2021. Sous ses deux mandats, la médiation a trouvé très concrètement sa place dans les leviers d'amélioration de la qualité de service et le nombre de dossiers traités par la petite équipe de la médiation multiplié par cinq. La loi du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance a conforté le rôle de la médiation dans les différentes branches de la sécurité sociale tout en maintenant un dispositif spécifique pour la MSA. L'adoption la même année par le réseau d'une charte qui en précise les règles a porté ses fruits.

Viti-viniculture

Réussir son projet de chai

Le chai est le bâtiment où se déroule le processus de vinification, depuis l'arrivée de la vendange jusqu'à la mise en bouteille et l'expédition. Pour aider les vignerons qui envisagent la construction ou la modernisation de ce bâtiment clé où se concrétise le fruit de leur travail, un site «Mon projet de chai» (monprojetdechai.fr), illustré et enrichi de témoignages, vient d'être mis en ligne. Piloté par la CCMSA et la MSA de Maine-et-Loire, et conçu avec le concours de huit caisses et d'un ergonome, il est organisé autour de quatre rubriques. Celles-ci permettent de disposer de tous éléments pour réfléchir en autonomie à son futur investissement et prendre les bonnes décisions – qui allieront conditions de travail, santé, productivité et qualité. Visite guidée.

© DR

1

Les clés de la réussite

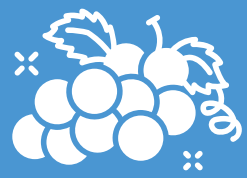
Les interventions humaines sont placées au cœur de la réflexion. Il faut bien analyser les tâches, les différents postes de travail, les déplacements, mais aussi l'emplacement du matériel pour faciliter les conditions de réalisation de l'activité, réduire les situations d'incertitude et éviter les écueils. Autres conditions de succès : rester maître de son projet – le vigneron est à la fois maître d'ouvrage, décideur et utilisateur final – tout en associant les différents acteurs : bien entendu les salariés pour leurs compétences et expériences des activités, et, en externe, l'architecte, les pairs (pour s'appuyer sur les connaissances et le vécu d'autres vignerons), et le conseiller en prévention des risques professionnels.

2

Les étapes

De l'idée à sa réalisation, différentes phases se succèdent : intention (structuration du projet), programmation (définition des besoins pour pouvoir les transmettre de manière claire et précise), conception (transcription de ces besoins dans un cahier des charges), réalisation (vérification du respect des choix retenus lors de la progression du chantier), rodage (prise en main des installations).

Dans cette rubrique, des fiches et des vidéos sont là pour envisager précisément chacune d'entre elles.



3

Mon projet

Les cinq grandes activités dans un chai – réception de la vendange, pressurage, vinification, élevage et stockage, conditionnement – sont radiographiées afin de faciliter les futures interventions humaines.

Pour chaque étape, une liste des questions à se poser (également proposée sous forme de fiches téléchargeables) est mise à disposition.
Cet outil d'aide à la réflexion et à la décision permet d'envisager, outre les dimensions techniques, esthétiques et/ou financières, toutes les facettes du travail pour concourir à la réussite de l'investissement.

4

Infos et contacts

Dans cet espace, une carte de France recense les coordonnées des services de santé-sécurité au travail des MSA qui peuvent accompagner les vignerons plus avant dans leur réflexion et étudier avec eux des installations fonctionnelles et performantes qui facilitent le travail. L'ensemble des territoires viticoles est couvert par des conseillers en prévention – ainsi que par des médecins du travail – formés à cette vision ergonomique sur les intentions de conception, d'aménagement de bâtiments, et sur les situations de travail. Des documents – textes et témoignages – peuvent également être consultés pour affiner le projet. Simple et gratuit, le site est accessible à partir de tous les équipements connectés.

Sur le web
Visiter le site : **monprojetdechai.fr**

les P'tits

Ateliers NUTRITIFS

“La viande et le poisson, c’est à partir de quel âge ?”

Pour la réponse, inscrivez-vous aux **P’tits ateliers nutritifs de la MSA :** des échanges en ligne avec une diététicienne et d’autres parents pour tout comprendre sur l’alimentation des enfants de 0 à 2 ans.

Rendez-vous sur msa.fr pour en savoir plus et vous inscrire

Création : Marion Comte – Illustrations : Fabien Grolleau – CCMSA

www.msa.fr

santé
famille
retraite
services

L’essentiel & plus encore